

In dergelijke gevallen wordt de erkenning verleend voor een niet-verlengbare periode van 7 jaar.

Art. 22. Het decreet van 3 april 2009 houdende erkenning en subsidiëring van de verenigingen voor stadscentrumbeheer wordt opgeheven.

Art. 23. Dit decreet treedt in werking op het moment dat het uitvoeringsbesluit ervan in werking treedt.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 15 juni 2023.

De minister-president,
E. DI RUPO

De vicevoorzitter en minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Innovatie,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het 'IFAPME' en de Kenniscentra,
W. BORSUS

De vicevoorzitter en minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
P. HENRY

De vicevoorzitter en minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen
en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De minister van Ambtenarenzaken, Informatietechnologie, Administratieve Vereenvoudiging, Kinderbijslag, Toe-
risme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Steden,
C. COLLIGNON

De minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
Adrien DOLIMONT

De minister van Milieu, Natuur, Bosbouw, Plattelandszaken en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Documenten van het Waals Parlement, 1324 (2022-2023) Nr. 1 tot 3.

Volledig verslag van de plenaire vergadering van 14 juni 2023.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45121]

29 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 14 et 29, modifiés en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2023 ;

Vu le rapport du 23 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ; Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 23 mars 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 12 avril 2023 ;

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 12 avril 2023 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie et du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 4° est complété par les mots suivants «, en m² K/W » ;

2° au 8°, les mots « à l'annexe » sont remplacés par les mots « à l'annexe I » ;

3° entre le 9° et le 10° sont insérés un 9°/1 et un 9°/2 rédigés comme suit :

« 9°/1 le Règlement 813/2013 : le Règlement (UE) n° 813/2013 de la Commission du 2 août 2013 portant application de la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux dispositifs de chauffage des locaux et aux dispositifs de chauffage mixtes ;

9°/2 le Règlement 814/2013 : le Règlement (UE) n° 814/2013 de la Commission du 2 août 2013 portant application de la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux chauffe-eaux et aux ballons d'eau chaude. ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, a), les mots «, d'une association de promotion du logement » sont insérés entre les mots « service public » et les mots « ou de tout autres » ;

2° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit : « § 3. Les conditions fixées aux §§ 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux associations de copropriétaires. ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « H.T.V.A » sont remplacés par les mots « T.V.A.C. » ;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'entrepreneur qui réalise les travaux est inscrit à la Banque Carrefour des Entreprises et dispose des capacités professionnelles conformément à l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale.

Les investissements visés aux articles 6, 8 et 26 peuvent être réalisés par le demandeur lui-même. ».

Art. 4. Dans l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le mot « est » est remplacé par le mot « peut être » ;

2° au paragraphe 1^{er}, les mots « en région de langue française » sont remplacés par les mots « en Région wallonne, excepté les communes situées en Communauté germanophone ».

Art. 5. À l'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° une somme de 5.000 euros est déduite par parent du demandeur ou de ses mandants si le parent répond aux conditions suivantes :

a) être parent jusqu'au troisième degré ou être marié, avoir été marié, vivre habituellement ou avoir vécu avec ce parent ;

b) être domicilié ou en cours de domiciliation dans le logement du demandeur, ou la personne avec qui ce parent est marié, a été marié, vit habituellement ou a vécu ;

c) être âgé d'au moins 60 ans. » ;

2° au paragraphe 4, les mots « au paragraphe 1^{er} » sont remplacés par « au paragraphe 3, 5° » ;

3° au paragraphe 5, les mots « 80% » sont chaque fois remplacés par les mots « nonante pour cent ».

Art. 6. Le Titre II – Investissement relatifs aux travaux de toiture est complété par les mots « et à l'installation d'appareil de chauffage ou d'eau chaude sanitaire ».

Art. 7. L'intitulé du Chapitre 1^{er} est complété par les mots « et à l'installation d'appareil de chauffage ou d'eau chaude sanitaire ».

Art. 8. L'intitulé de la Section 1^{ère} du Chapitre 1^{er} est remplacé par les mots « Section 1^{er} Investissements relatifs à l'isolation de la toiture ».

Art. 9. L'article 6 est complété par les mots « qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel ou un sol ».

Art. 10. Dans l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, 1°, les mots « ou égal à 6,00 m2K/W » sont remplacés par les mots « ou égal à 5,00 m2K/W » ;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « § » est remplacé par le mot « paragraphe » ;

b) les mots « 10 euros » sont remplacés par les mots « 30 euros » ;

c) les mots « 4 euros » sont remplacés par les mots « 9 euros » ;

3° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque l'isolation mise en œuvre dans le cadre de l'investissement est entièrement réalisée au moyen d'un isolant biosourcé, le montant de base de la prime est de 40 euros par mètre carré isolé lorsque l'isolation est réalisée par un entrepreneur et de 13 euros par mètre carré isolé lorsque l'isolation est réalisée par le demandeur en main d'œuvre personnelle. » ;

4° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 11. Le Titre II, Chapitre 1^{er}, est complété par une section rédigée comme suit :

« Section II. - Investissements relatifs à l'installation d'appareil de chauffage ou d'eau chaude sanitaire ».

Art. 7/1. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation ou le remplacement :

1° d'une pompe à chaleur pour la production exclusive d'eau chaude sanitaire ;

2° d'une pompe à chaleur pour le chauffage d'un logement ou combinée.

§ 2. Pour être éligible, l'installation d'une pompe à chaleur :

1° est réalisée par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique ;

2° répond aux critères définis dans l'annexe II.

Les pompes à chaleur pour le chauffage d'un logement ou combinées qui rejettent l'énergie thermique sur l'air ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

§ 3. Le montant de base de la prime visée au paragraphe 1^{er}, 1°, est de 700 euros par appareil.

Le montant de base de la prime visée au paragraphe 1^{er}, 2°, est de 1.500 euros par appareil.

Art. 7/2. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'une chaudière biomasse pour le chauffage d'un logement.

§ 2. Pour être éligible, l'installation répond aux conditions suivantes :

1° les travaux sont réalisés par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique ;

2° l'appareil répond aux définitions, exigences, essais et marquages de la norme NBN EN 303-5 et a une efficacité de classe 5 établie selon cette norme pour au moins un des combustibles autorisés.

La classe porte à la fois sur le rendement et sur les émissions CO, OGC/COV et Poussières mesurés lors d'un même test réalisé selon la norme NBN EN 303-5.

L'appareil respecte les exigences de classe aussi bien lors du test à la puissance nominale et, pour les appareils avec une plage de modulation de puissance, que lors du test à la puissance utile minimale.

Les appareils à condensation sont testés selon la même méthodologie ;

3° l'appareil n'a pas de combustible fossile parmi les combustibles autorisés.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 1.800 euros par appareil.

Art. 7/3. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'un poêle biomasse à foyer fermé.

§ 2. Pour être éligible, l'installation répond aux conditions suivantes :

1° les travaux sont réalisés par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique ;

2° l'appareil affiche des performances à pleine charge établies selon les normes NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815, NBN EN 16510.

Les exigences minimales de rendement et les niveaux des émissions de polluants des appareils de chauffage alimentés en combustible solide sont renseignés au tableau suivant :

Type de combustible	Rendement	Emissions de monoxyde de carbone (CO) à 13% d'O2	Emissions de particules (PM) à 13% d'O2	Emissions d'oxyde d'azote (NOx) à 13% d'O2
Pellets	≥ 87 %	≤ 250 mg/Nm3	≤ 20 mg/Nm3	≤ 200 mg/Nm3
Autres biomasses	≥ 75 %	≤ 1250 mg/Nm3	≤ 30 mg/Nm3	≤ 200 mg/Nm3

§ 3. Le montant de base de la prime est de 400 euros par appareil.

Art. 7/4. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'un chauffe-eau solaire.

§ 2. Pour être éligible, l'installation répond aux conditions suivantes :

1° l'installation est réalisée par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique ;

2° l'installation comporte des capteurs solaires présentant une surface optique de minimum deux mètres carrés ;

3° les capteurs répondent aux exigences de la norme européenne applicable et satisfont aux tests prévus dans la norme NBN EN 12975 et ce, selon les prescriptions du label « Solar Keymark » ou de tout autre système équivalent reconnu par le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions ou son délégué ;

4° le dimensionnement de l'installation permet une fraction solaire de minimum soixante pour cent ;

5° le système atteint un niveau minimum de performance globale.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5°, ce niveau minimum est déterminé par le respect des conditions suivantes relatives à l'orientation du capteur et au système de comptage équipant l'installation :

1° le capteur est orienté du sud jusqu'à l'est ou l'ouest ;

2° l'installation comprend les éléments de comptage suivants :

a) un débitmètre et deux thermomètres permettant un contrôle visuel instantané du fonctionnement de l'installation ;

b) un compteur d'énergie thermique dont les sondes de température nécessaires à son fonctionnement sont correctement raccordées ;

c) un compteur d'eau sanitaire sur le circuit sanitaire.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 1.050 euros par installation.

Art. 7/5 La condition relative à l'âge du logement visé à l'article 4, § 2, n'est pas applicable aux primes visées à la présente section. ».

Art. 12. A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est complété par les mots "ou des logements" ;

2° le 3° est complété par les mots "du logement ou des logements, à l'exception des dispositifs de stockage".

Art. 13. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « 6 euros par mètre carré » sont remplacés par les mots « 10 euros par mètre carré de surface de couverture remplacée ».

Art. 14. Dans l'intitulé du Titre III du même arrêté, les mots « 3000 euros » sont remplacés par les mots « 6000 euros ».

Art. 15. À l'article 10 du même arrêté, les mots « ou sont supérieures(s) à 200 euros et inférieure(s) ou égale à 3000 euros » sont remplacés par les mots « supérieur à 200 euros et inférieure ou égale à 6000 euros ».

Art. 16. À l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er}. Au terme des travaux, les menuiseries remplacées, qui font l'objet de la demande de prime, c'est-à-dire les portes et les châssis, respectent un coefficient de transmission thermique moyen UD ou Uw inférieur ou égal à 1,50 W/m²K, déterminé conformément à l'annexe B1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. Les éléments transparents ou translucides placés dans les menuiseries extérieures respectent un coefficient de transmission thermique inférieur ou égal à 1,10 W/m²K et déterminé conformément au marquage CE, c'est-à-dire pour le vitrage, calculé selon la NBN EN 673. La prime est octroyée uniquement si le vitrage respecte la norme NBN S23-002. » ;

2° au paragraphe 2, les mots « 25 euros/m² » sont remplacés par les mots « 65 euros par mètre carré remplacé ».

Art. 17. A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots ", des gaines ou des vannes" sont supprimés et les mots « et de ses accessoires » sont insérés entre les mots « l'isolation des conduites de chauffage » et les mots « situés dans un espace non chauffé » ;

2° au paragraphe 2, les mots « de l'annexe C4 » sont remplacés par les mots « définies dans l'annexe C4 » ;

3° au paragraphe 3, les mots « 60 euros » sont remplacés par les mots « 85 euros ».

Art. 18. A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « 1,5 m²K/W » sont remplacés par les mots « 1,50 m² K/W » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « 35 euros » sont remplacés par les mots « 50 euros » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « 60 euros » sont remplacés par les mots « 85 euros ».

Art. 19. À l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « 24 euros » sont remplacés par les mots « 35 euros » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « 140 euros » sont remplacés par les mots « 190 euros ».

Art. 20. À l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots « 70 euros » sont remplacés par les mots « 100 euros » ;

2° à l'alinéa 4, les mots « 120 euros » sont remplacés par les mots « 170 euros ».

Art. 20. À l'article 16, alinéa 2, du même arrêté, les mots « 35 euros par demande » sont remplacés par les mots « 50 euros » et les mots « 7 euros » sont remplacés par les mots « 10 euros ».

Art. 21. Dans l'article 17, alinéa 2, du même arrêté, les mots « 30 euros » sont remplacés par les mots « 40 euros ».

Art. 22. Dans l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les 2° à 5° sont remplacés par ce qui suit :

« 2° répond aux critères définis dans l'annexe II. » ;

2° au paragraphe 3, les mots « 500 euros » sont remplacés par les mots « 700 euros ».

Art. 23. À l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « du réservoir de stockage » sont remplacés par les mots « d'un réservoir de stockage » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « 85 euros par ballon de stockage de chauffage isolé » sont remplacés par les mots « 120 euros par ballon de stockage de chauffage remplacé » ;

3° à l'alinéa 4, les mots « 130 euros par ballon de stockage de chauffage isolé » sont remplacés par les mots « 180 euros par ballon de stockage de chauffage remplacé ».

Art. 24. A l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er} Une prime est octroyée pour l'isolation des conduites d'une boucle de circulation d'eau chaude sanitaire et de ses accessoires. » ;

2° au paragraphe 3, les mots « 35 euros » sont remplacés par les mots « 50 euros ».

Art. 25. A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « 1,5 m²K/W » sont remplacés par les mots « 1,50 m² K/W » ;

2° au paragraphe 3, les mots « 60 euros » sont remplacés par les mots « 85 euros ».

Art. 26. A l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « 1,5 m²K/W » sont remplacés par les mots « 1,50 m² K/W » ;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « 35 euros par ballon de stockage isolé pour l'eau chaude sanitaire » sont remplacés par les mots « 50 euros par ballon de stockage isolé » ;

3° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « de chauffage » sont remplacés par les mots « pour l'eau chaude sanitaire » ;

4° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « 60 euros » sont remplacés par les mots « 85 euros ». ».

Art. 27. A l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, 1°, les mots « la section » sont insérés entre les mots « les exigences de » et le mot « ventilation » ;

2° au paragraphe 2, le 3° est abrogé ;

3° au paragraphe 3, les mots « 500 euros » sont remplacés par les mots « 700 euros ».

Art. 28. A l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, 3° c), les mots « et assimilés » sont abrogés ;

2° au paragraphe 3, les mots « 180 euros » sont remplacés par les mots « 200 euros ».

Art. 29. Dans l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, 3°, les mots « les prescriptions de » sont remplacés par les mots « la norme NBN EN 308 complétée par » ;

2° au paragraphe 3, les mots « 360 euros » sont remplacés par les mots « 400 euros ».

Art. 30. L'article 28 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le montant de base de la prime pour les investissements visés à l'article 26, § 1^{er}, 2°, a), est de 800 euros. ».

Art. 31. Dans l'article 30 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « quatre mois » sont remplacés par les mots « huit mois » ;

2° l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les demandes relatives à des investissements facturés au mois de novembre 2022 sont introduites au maximum dans les 9 mois suivant la date de la facture de solde de l'investissement lorsque les travaux sont réalisés par un entrepreneur et de la dernière facture d'achat des matériaux lorsque les travaux sont réalisés par le demandeur.

Lorsque la demande concerne plusieurs investissements visés aux articles 6 et 8 à 26, le demandeur envoie sa demande de prime et les factures y afférentes dans les huit mois de la date de la dernière facture des investissements réalisés pendant une période de deux ans à dater de cette dernière facture et le cas échéant dans le respect du délai prévu à l'article 29, § 3.

Lorsque la demande concerne plusieurs investissements visés à la section II, chapitre 1^{er}, Titre II, le demandeur envoie sa demande de prime et les factures y afférentes dans les huit mois de la date de la dernière facture des investissements réalisés pendant une période de deux ans à dater de cette dernière facture. » ;

3° le paragraphe 1^{er} est complété par un 3^{ème} alinéa rédigé comme suit : « L'ensemble des factures doivent être postérieures au 1^{er} mai 2022. » ;

4° au paragraphe 2, 1°, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'annexe contient, au minimum, les informations suivantes :

a) l'adresse du logement, objet de la demande ;

b) les coordonnées de l'entrepreneur qui a réalisé les investissements, objet de la demande ;

c) pour les investissements visés aux articles 7/1 à 7/4 et 18, le numéro du certificat Qualiwall attestant que l'installateur, ayant réalisé les investissements, objet de la demande, est certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, 5° et 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique ; » ;

5° au paragraphe 2, 2°, les mots « une preuve d'achat » sont remplacés par « copie des factures d'achat de matériaux » ;

6° dans le paragraphe 2, 7°, les mots « 1°, a), b), c) et d), 3°, 4°, 5° et 8° » sont insérés entre les mots « visés à l'article 8 et 26 » et les mots « et réalisés et facturés » ;

7° dans le paragraphe 2 sont insérés les 7°/1 à 7°/4 rédigés comme suit :

« 7°/1 pour les investissements visés à l'article 7/1 :

a) le cas échéant, d'une copie de l'offre-type d'installations de pompes à chaleur publiée sur le site internet de l'administration, complétée et signée par le demandeur et l'installateur ;

b) pour les pompes à chaleur soumises aux règlements n° 812/2013 et n° 814/2013, d'une copie de l'étiquette énergétique de l'appareil installé, telle que définie par le règlement n° 812/2013 ;

c) pour les pompes à chaleur soumises uniquement au règlement n° 814/2013, d'une copie de la fiche technique telle que définie par le règlement n° 814/2013 ;

d) pour les pompes à chaleur soumises au règlement n° 813/2013, d'une photocopie de la fiche technique complète telle que définie par le règlement n° 813/2013 ;

e) pour les pompes à chaleur non soumises au règlement n° 813/2013, d'une copie du rapport de test réalisé soit selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, soit selon la norme NBN EN 15879-1, par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur ou pour une autre application ;

f) une photo explicite après réalisation de l'investissement.

Lorsque les investissements concernent l'installation d'une pompe à chaleur figurant sur la liste des pompes à chaleur mise à disposition sur le site internet de l'administration, les b) à e) ne sont pas applicables ;

7°/2 pour les investissements visés à l'article 7/2, une copie du rapport de test réalisé selon la norme NBN EN 303-5 en vigueur lors de la réalisation du test.

Lorsque les investissements concernent l'installation d'une chaudière biomasse figurant sur la liste des chaudières biomasses mise à disposition sur le site internet de l'administration, le rapport de test ne doit pas être joint à la demande ;

7°/3 pour les investissements visés à l'article 7/3 d'une copie du rapport de test réalisé selon la norme NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815 et NBN EN 16510, déterminée selon le type de poêle, en vigueur lors de la réalisation du test.

Lorsque les investissements concernent l'installation d'un poêle biomasse figurant sur la liste des poêles biomasses mise à disposition sur le site internet de l'administration, le rapport de test ne doit pas être joint à la demande ;

7°/4 pour les investissements visés à l'article 7/4 :

a) d'une copie de l'offre-type d'installations solaires thermiques publiée sur le site internet de l'administration, complétée et signée par le demandeur et l'installateur ;

b) une photo explicite après réalisation de l'investissement ; » ;

8° au paragraphe 2, le 10° est remplacé comme suit : « 10° pour les investissements visés à l'article 18, le cas échéant :

a) une copie de l'offre-type d'installations de pompes à chaleur publiée sur le site internet de l'administration, complétée et signée par le demandeur et l'installateur ;

b) pour les pompes à chaleur soumises aux règlements n° 812 /2013, le cas échéant une copie de l'étiquette énergétique de l'appareil installé, telle que définie par le règlement n° 812 /2013, complété par la Communication 2014/C 207/03 ;

c) pour les pompes à chaleur soumises uniquement au règlement n° 814/2013, le cas échéant, une copie de la fiche technique telle que définie par le règlement n° 814/2013 ;

d) une photo explicite après réalisation de l'investissement.

Lorsque les investissements concernent l'installation d'une pompe à chaleur figurant sur la liste des pompes à chaleur mise à disposition sur le site internet de l'administration, les c) à e) ne sont pas applicables. » ;

9° au paragraphe 2, 11°, les mots « le cas échéant, » sont insérés entre les mots « à l'article 20 » et les mots « une copie du rapport » ;

10° au paragraphe 2, 12°, a), les mots « à l'article 23 » sont remplacés par les mots « à l'article 23, § 2, 2°. » ;

11° au paragraphe 2, 12°, le b) est remplacé comme suit : « b) une description du type de fonctionnalité à la demande mis en œuvre » ;

12° au paragraphe 2, 12°, le c) est abrogé ;

13° au paragraphe 2, 13°, a), les mots « à l'article 24 » sont remplacés par les mots « à l'article 24, § 2, 2° » ;

14° au paragraphe 2, 14°, a), les mots « à l'article 25 » sont remplacés par les mots « à l'article 25, § 2, 2° » ;

15° au paragraphe 2, le 14°, b), les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « le cas échéant » sont insérés en début de phrase ;

b) les mots « les prescriptions » sont remplacés par les mots « la norme NBN EN 308 complétée par » ;

16° dans le paragraphe 2, est inséré un 15°/1 rédigé comme suit :

« 15°/1 pour les investissements visés à l'article 26, 1°, e), du document émanant de l'autorité compétente reprenant les travaux recommandés.

Pour les investissements visés à l'article 26, 2°, a), si des travaux de mise en conformité sont requis, d'une copie du certificat de conformité délivré après réalisation des travaux de mise en conformité.

Pour les investissements visés à l'article 26, 2°, b), si des travaux de mise en conformité sont requis, d'une copie du certificat de conformité délivré soit par l'organisme agréé, soit par l'entrepreneur disposant de l'habilitation gaz, label CERGA après réalisation des travaux de mise en conformité.

L'entrepreneur disposant de l'habilitation gaz, label CERGA, valide la mise en conformité de l'installation de gaz uniquement lorsqu'il a réalisé lui-même les travaux d'appropriation sur l'ensemble de l'installation. ».

Art. 32. A l'article 38 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 7/1, § 2, 1°, 7/2, § 2, 1°, 7/3, § 2, 1°, 18, § 2, 1°, et 30, § 2, alinéa 3, c), 7°/1, a), et 10°, a), entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026. » ;

2° est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, un alinéa rédigé comme ceci : « Les Ministres peuvent modifier la date d'entrée en vigueur prévue à l'alinéa 2. ».

Art. 33. A l'annexe n°1 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est complété par les mots « en contact avec l'ambiance extérieure, un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel ou un sol » ;

2° le 3° est complété par les mots "ou des logements" ;

3° le 4° est complété par les mots "du logement ou des logements, à l'exception des dispositifs de stockage" ;

4° le 5° est complété par les mots « en contact avec l'ambiance extérieure, un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel » ;

5° le 6° est remplacé comme suit : « l'isolation des conduites de chauffage et de ses accessoires situés dans un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel » ;

6° le 14° est remplacé comme suit : « l'isolation des conduites d'une boucle de circulation d'eau chaude sanitaire et de ses accessoires » ;

7° le 21° est remplacé par ce qui suit :

« 21° l'assèchement des murs en vue de régler les défauts d'infiltration (mur extérieur) ; » ;

8° le 22° est remplacé par ce qui suit :

« 22° l'assèchement des murs en vue de régler les défauts d'humidité ascensionnelle (pied de mur) ; » ;

9° au 37° les mots « ou la mise en conformité » sont insérés entre les mots « l'installation » et les mots « d'un point d'eau » ;

10° au 38° les mots « ou la mise en conformité » sont insérés entre les mots « l'installation » et les mots « d'une première salle d'eau » ;

11° l'annexe n°1 est complétée par un 39° rédigé comme suit :

« 39° l'installation d'un des systèmes de chauffage ou d'eau chaude sanitaire suivants :

a) pompe à chaleur pour le chauffage ou combinée ;

b) chaudière biomasse ;

c) chauffe-eau solaire ;

d) poêle biomasse locale. ».

Art. 34. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe n°2 rédigée comme suit :

« Annexe n°2. Critères à remplir pour que la pompe à chaleur soit éligible à la prime

1° Couverture des besoins thermiques

La pompe à chaleur est dimensionnée de manière à couvrir l'ensemble des besoins thermiques pour le chauffage du bâtiment ou pour la production d'eau chaude sanitaire pour une température de l'air extérieur supérieure ou égale à une valeur appelée température bivalente qui est au maximum de 2 °C.

2° Performances énergétiques minimales

a) Pompes à chaleur pour le chauffage des locaux et combinées

Les exigences de performance sont exprimées de façon différente suivant que la pompe à chaleur est soumise ou non au Règlement 813 et suivant que son vecteur énergétique est l'électricité ou le gaz.

Le système permet de prévenir le risque de légionellose et il est muni d'un groupe de sécurité classique.

(1). Pompes à chaleur électriques soumises au Règlement 813 pour le chauffage des locaux

Seules les pompes à chaleur avec combinaisons de source de chaleur et de rejet d'énergie suivantes sont concernées :

I) Air extérieur/Eau ;

II) Sol via eau glycolée/Eau ;

III) Sol évaporation directe/Eau ;

IV) Eau souterraine ou de surface/Eau.

La pompe à chaleur pour le chauffage d'un logement respecte un coefficient de performance en mode actif SCOP ON minimal, établi selon la méthodologie du Règlement 813, complété par la Communication 2014/C 207/02.

Celui-ci varie en fonction de la technologie mise en œuvre et du régime de température déclaré sur la fiche technique EcoDesign par le fabricant :

i) s'il est déclaré « Basse température : 'Oui' », il faut se baser sur les données ainsi que sur le critère à trente-cinq degrés celsius °C;

ii) s'il est déclaré « Basse température : 'Non' », il faut se baser sur les données ainsi que sur le critère à cinquante-cinq degrés celsius °C.

Les coefficients de performance en mode actif SCOP ON à atteindre sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	SCOPON35 °C	SCOPON 55 °C
Air extérieur	Eau	3,2	2,825
Eau	Eau	3,325	2,95
Sol	Eau	3,325	2,95

(2) Pompes à chaleur électriques non soumises au Règlement 813 pour le chauffage des locaux

Seules les pompes à chaleur avec la combinaison de source de chaleur et de rejet d'énergie suivantes sont concernées : sol (évaporation directe)/condensation directe (via la structure du bâtiment).

La pompe à chaleur électrique pour le chauffage d'un logement respecte un coefficient de performance COP minimal déterminé de l'une ou l'autre manière suivante :

a) soit selon la norme NBN EN 15879-1, en tenant compte des exigences suivantes :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain en contact avec l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Sol (évaporation directe)	Condensation directe (via la structure du bâtiment)	1,5 °C	35 °C	4,1

b) soit selon la méthodologie de la norme NBN EN 14511, en tenant compte des exigences suivantes :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain en contact avec l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Sol (évaporation directe)	Condensation directe (via la structure du bâtiment)	- 5 °C	35 °C	4

(3). Pompes à chaleur au gaz à sorption soumises au Règlement 813 pour le chauffage des locaux

Seules les pompes à chaleur avec les combinaisons de source de chaleur et de rejet d'énergie suivantes sont concernées :

- i) Air extérieur/Eau ;
- ii) Sol (via eau glycolée)/Eau ;
- iii) Sol (évaporation directe)/Eau ;
- iv) Eau (souterraine ou de surface)/Eau.

La pompe à chaleur pour le chauffage d'un logement respecte un coefficient d'efficacité d'utilisation saisonnière du gaz en mode chauffage SGUEh minimal, établi selon la méthodologie du Règlement 813, complété par la Communication 2014/C 207/02.

Celui-ci varie en fonction de la technologie mise en œuvre et du régime de température déclaré sur la fiche technique EcoDesign par le fabricant :

- i) s'il est déclaré « Basse température : 'Oui' », il faut se baser sur les données ainsi que sur le critère à 35 °C;
- ii) s'il est déclaré « Basse température : 'Non' », il faut se baser sur les données ainsi que sur le critère à 55 °C.

Les coefficients d'efficacité d'utilisation saisonnière du gaz en mode chauffage SGUEh à atteindre sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	SGUEh 35 °C	SGUEh 55 °C
Air extérieur	Eau	1,28	1,13
Eau	Eau	1,33	1,18
Sol	Eau	1,33	1,18

b) Pompes à chaleur pour la production exclusive d'eau chaude sanitaire PAC ECS soumises au Règlement 814
Le système permet de prévenir le risque de légionellose et il est muni d'un groupe de sécurité classique.

Les pompes à chaleur pour la production d'eau chaude sanitaire affichent une efficacité énergétique pour le chauffage de l'eau minimale, η_{wh} , établie selon la méthodologie du Règlement 814, complété par la Communication 2014/C 207/03, qui varie en fonction du profil de puisage de l'appareil.

Les efficacités énergétiques pour le chauffage de l'eau à atteindre sont :

Le profil de puisage de la pompe à chaleur	La source de chaleur : « Air extérieur »	La source de chaleur : « Eau » ou « Sol »
M	$\eta_{wh} \geq 65$ pour cent	$\eta_{wh} \geq 100$ pour cent
L	$\eta_{wh} \geq 75$ pour cent	$\eta_{wh} \geq 115$ pour cent
XL	$\eta_{wh} \geq 80$ pour cent	$\eta_{wh} \geq 123$ pour cent
XXL, 3XL & 4XL	$\eta_{wh} \geq 85$ pour cent	$\eta_{wh} \geq 131$ pour cent

Cette information se trouve sur la fiche technique EcoDesign de l'appareil.

3° Critère particulier pour les pompes à chaleur avec l'air extérieur comme source de chaleur

a) L'évaporateur se trouve à l'extérieur du bâtiment.

Dans le cas d'une captation dynamique sur l'air extérieur, l'évaporateur peut être installé à l'intérieur du bâtiment, s'il est muni de gaines hermétiques et calorifugées pour l'aspiration de l'air extérieur et l'évacuation de l'air aspiré vers l'extérieur du bâtiment.

b) Dans le cas d'une captation statique sur l'air extérieur, la pompe à chaleur n'est pas équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur est orienté entre l'est et l'ouest en passant par le sud, sans entrave à l'ensoleillement ni à la circulation naturelle de l'air. ».

Art. 35. Le présent arrêté s'applique à la demande de prime dont la facture de solde, de l'investissement lorsque les travaux sont réalisés par un entrepreneur, et la dernière facture d'achat des matériaux lorsque les travaux sont réalisés par le demandeur, est établie à partir du 1^{er} novembre 2022.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, Le présent arrêté s'applique à la demande de prime relative aux travaux visés à l'article 11 dont la facture de solde, est établie à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 36. § 1^{er} Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

§ 2. L'article 11 cesse d'être en vigueur pour les demandes dont les factures sont établies après le 31 décembre 2025.

§ 3. Les articles 5, 3°, 10, 2° à 4°, 13, 14, 15, 16, 2°, 17, 3°, 18, 2° et 3°, 19, 20, 21, 22, 23, 2°, 24, 2° et 4°, 25, 2°, 26, 2°, 27, 2° et 4°, 28, 3°, 29, 2°, 30, 2°, et 31 cessent d'être en vigueur le 1^{er} juillet 2026.

Art. 37. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions et le Ministre qui a le logement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/45121]

29. JUNI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2022 zur Einführung einer Regelung von Beihilfen, die für die Durchführung von energiesparenden Investitionen und die Renovierung einer Wohnung gewährt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 14 und 29, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2022 zur Einführung einer Regelung von Beihilfen, die für die Durchführung von energiesparenden Investitionen und die Renovierung einer Wohnung gewährt werden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

Aufgrund der am 7. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. März 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 23. Februar 2023, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 23. März 2023 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraf 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat.

In Erwägung der am 12. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

In Erwägung der am 12. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Wohnungswesen";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie und des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2022 zur Einführung einer Regelung von Beihilfen, die für die Durchführung von energiesparenden Investitionen und die Renovierung einer Wohnung gewährt werden, wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 4 wird durch die Wortfolge "in m² K/W" ergänzt;

2° in Ziffer 8 wird die Wortfolge "in der Anlage" durch die Worte "in Anlage I" ersetzt;

3° zwischen Ziffer 9 und Ziffer 10 werden die Ziffern 9/1 und 9/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

9°/1 die Verordnung 813/2013: die Verordnung (EU) Nr. 813/2013 der Kommission vom 2. August 2013 zur Durchführung der Richtlinie 2009/125/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Anforderungen an die umweltgerechte Gestaltung von Raumheizgeräten und Kombiheizgeräten;

9°/2 die Verordnung 814/2013: die Verordnung (EU) Nr. 814/2013 der Kommission vom 2. August 2013 zur Durchführung der Richtlinie 2009/125/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Anforderungen an die umweltgerechte Gestaltung von Warmwasserbereitern und Warmwasserspeichern;".

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 2 Buchstabe a) wird zwischen die Wortfolge "öffentlichen Dienstes" und die Wortfolge "oder jeglicher sonstigen" die Wortfolge ", einer Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens" eingefügt;

2° der Artikel wird um einen Paragrafen mit folgendem Wortlaut ergänzt: "§ 3. Die in den §§ 1 und 2 festgelegten Bedingungen gelten nicht für Miteigentümergeinschaften."

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 2 wird die Wortfolge "ohne Mehrwertsteuer" durch die Wortfolge "einschließlich Mehrwertsteuer" ersetzt;";

2° Paragraf 3 erhält folgende Fassung:

"§ 2. Der Unternehmer, der die Arbeiten ausführt, ist bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen und verfügt über die beruflichen Fähigkeiten gemäß dem Königlichen Erlass vom 29. Januar 2007 bezüglich der beruflichen Fähigkeit für die Ausübung der selbstständigen Tätigkeiten in den Berufen des Baus und der Elektrotechnik sowie des allgemeinen Unternehmens.

Die in den Artikeln 6, 8 und 26 genannten Investitionen können vom Antragsteller selbst getätigt werden."

Art. 4 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird die Wortfolge "werden Prämien für die Durchführung von Investitionen zur Renovierung oder Verbesserung der Energieeffizienz von Wohnungen gewährt" durch die Wortfolge "können Prämien für die Durchführung von Investitionen zur Renovierung oder Verbesserung der Energieeffizienz von Wohnungen gewährt werden" ersetzt;

2° in Paragraf 1 wird die Wortfolge "im französischen Sprachgebiet" durch die Wortfolge "in der Wallonischen Region, ausgenommen die Gemeinden in der Deutschsprachigen Gemeinschaft," ersetzt.

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2023, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 erhält die Ziffer 3 folgende Fassung:

“3° ein Betrag von 5.000 Euro wird abgezogen für jeden Verwandten des Antragstellers oder seiner Auftraggeber, wenn der Verwandte folgende Bedingungen erfüllt:

a) mit diesem Verwandten bis zum dritten Grad verwandt sein oder verheiratet sein, verheiratet gewesen sein, gewöhnlich mit ihm leben oder gelebt haben;

b) in der Wohnung des Antragstellers oder der Person, mit der dieser Verwandte verheiratet ist, verheiratet war, gewöhnlich lebt oder gelebt hat, seinen Wohnsitz haben oder ein Verfahren zur Wahl dieser Wohnung als Wohnsitz eingeleitet haben;

c) mindestens 60 Jahre alt sein.”;

2° in § 4 wird die Wortfolge “in Paragraph 1” durch die Wortfolge “in Paragraph 3 Ziffer 5” ersetzt;

3° In Paragraph 5 wird die Wortfolge “80 Prozent” jedes Mal durch die Wortfolge “neunzig Prozent” ersetzt.

Art. 6 - TITEL II - Investitionen im Zusammenhang mit Dacharbeiten wird um die Wortfolge “und die Installation von Heizgeräten oder Brauchwasserbereitern” ergänzt.

Art. 7 - Die Überschrift von Kapitel 1 wird um die Wortfolge “und die Installation von Heizgeräten oder Geräte zur Brauchwarmwasserbereitung” ergänzt.

Art. 8 - Die Überschrift von Abschnitt 1 des Kapitels 1 wird durch die Wortfolge “Abschnitt 1 - Investitionen im Zusammenhang mit der Isolierung des Dachs” ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 6 wird zwischen die Wortfolge “einem unbeheizten Raum” und die Wortfolge “in Berührung kommt” die Wortfolge “, der vor Frost geschützt ist, oder einem unbeheizten Raum, der nicht vor Frost geschützt ist, oder einem Boden” eingefügt.

Art. 10 - Artikel 7 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge “mindestens 6,00 m2K/W” durch die Wortfolge “mindestens 5,00 m2K/W” ersetzt;

2° Paragraph 3 Absatz 1 wird wie folgt abgeändert:

a) das Zeichen “§ ” wird durch das Wort “Paragraph” ersetzt;

b) die Wortfolge “10 Euro” wird durch die Wortfolge “30 Euro” ersetzt;

c) die Wortfolge “4 Euro” wird durch die Wortfolge “9 Euro” ersetzt;

3° in Paragraph 3 erhält Absatz 2 folgende Fassung:

“Wird die im Rahmen der Investition durchgeführte Isolierung vollständig mit einem biobasierten Dämmstoff ausgeführt, beträgt der Grundbetrag der Prämie 40 Euro pro isolierten Quadratmeter, wenn die Isolierung von einem Unternehmer ausgeführt wird, und 13 Euro pro isolierten Quadratmeter, wenn die Isolierung vom Antragsteller in Eigenarbeit ausgeführt wird.”;

4° Absatz 3 wird aufgehoben.

Art. 11 - Titel II Kapitel 1 wird um einen Abschnitt mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Abschnitt II - Investitionen im Zusammenhang mit der Installation von Heizgeräten oder Geräten zur Brauchwarmwasserbereitung”.

Art. 7/1 - § 1. Eine Prämie wird gewährt für die Installation oder den Austausch:

1° einer Wärmepumpe zur ausschließlichen Erzeugung von Brauchwarmwasser;

2° einer Wärmepumpe zur Beheizung einer Wohnung oder einer kombinierten Wärmepumpe.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Installation einer Wärmepumpe:

1° von einem Installateur durchgeführt werden, der für die in Artikel 3 § 2 Absatz 1 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° den in Anlage II festgelegten Kriterien entsprechen.

Die Wärmepumpen, zur Beheizung einer Wohnung oder die kombinierten Wärmepumpen die Wärmeenergie in die Umgebungsluft ableiten, sind nicht prämierechtigt.

§ 3. Der Grundbetrag der in Paragraph 1 Ziffer 1 genannten Prämie beträgt 700 Euro pro Gerät.

Der Grundbetrag der in Paragraph 1 Ziffer 2 genannten Prämie beträgt 1.500 Euro pro Gerät.

Art. 7/2 - § 1. Für die Installation eines Biomassekessels zur Beheizung einer Wohnung wird eine Prämie gewährt.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Anlage folgende Bedingungen erfüllen:

1° die Arbeiten werden von einem Installateur durchgeführt, der für die in Artikel 3 § 2 Absatz 1 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° das Gerät entspricht den Definitionen, Anforderungen, Prüfungen und Kennzeichnungen der Norm NBN EN 303-5 und hat einen nach dieser Norm ermittelten Wirkungsgrad der Klasse 5 für mindestens einen der zulässigen Brennstoffe.

Die Klasse bezieht sich sowohl auf den Wirkungsgrad als auch auf die CO-, OGC/COV- und Staubemissionen, die in ein- und demselben Test gemäß der Norm NBN EN 303-5 gemessen werden.

Das Gerät erfüllt die Klassenanforderungen sowohl beim Test mit der Nennleistung als auch - bei Geräten mit einem Leistungsmodulationsbereich - beim Test mit der minimalen Nutzleistung.

Geräte mit Brennwerttechnik werden nach der gleichen Methodik getestet;

3° zu den erlaubten Brennstoffen des Geräts gehört kein fossiler Brennstoff.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beträgt 1.800 Euro pro Gerät.

Art. 7/3 - § 1. Für die Installation eines Biomasseofens mit geschlossenem Feuerraum wird eine Prämie gewährt.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Anlage folgende Bedingungen erfüllen:

1° die Arbeiten werden von einem Installateur durchgeführt, der für die in Artikel 3 § 2 Absatz 1 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° das Gerät weist eine Leistung bei Vollast auf, die gemäß den Normen NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815, NBN EN 16510 ermittelt wurde.

Die Mindestanforderungen an den Wirkungsgrad und die Schadstoffemissionen von Heizgeräten, die mit festen Brennstoffen betrieben werden, sind in der folgenden Tabelle aufgeführt:

Art des Brennstoffs	Wirkungsgrad	Emissionen von Kohlenmonoxid (CO) bei 13% O ₂	Partikelemissionen (PM) bei 13% O ₂	Stickoxidemissionen (NO _x) bei 13% O ₂
Pellets	≥ 87 %	≤ 250 mg/Nm ³	≤ 20 mg/Nm ³	≤ 200 mg/Nm ³
Sonstige Biomasse	≥ 75 %	≤ 1250 mg/Nm ³	≤ 30 mg/Nm ³	≤ 200 mg/Nm ³

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beträgt 400 Euro pro Gerät.

Art. 7/4 - § 1. Für die Installation eines Solarwarmwasserbereiters.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Anlage folgende Bedingungen erfüllen:

1° die Anlage wird von einem Installateur installiert, der für die in Artikel 3 § 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° die Anlage enthält Sonnenkollektoren, die eine optische Fläche von mindestens zwei Quadratmeter aufweisen;

3° die Kollektoren entsprechen den Anforderungen der geltenden europäischen Norm und genügen den in der Norm 12975 vorgesehenen Tests, und zwar gemäß den Vorschriften des Gütezeichens "Solar Keymark" oder jedes anderen vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, oder seinem Beauftragten anerkannten gleichwertigen Systems;

4° die Dimensionierung der Anlage ermöglicht einen Solaranteil von mindestens 60 %;

5° das System erreicht ein minimales Gesamtleistungsniveau.

Hinsichtlich Absatz 1 Ziffer 5 wird dieses minimale Niveau durch die Einhaltung der nachstehenden Bedingungen in Bezug auf die Orientierung des Kollektors und auf das Zählsystem, mit dem die Anlage ausgerüstet ist, bestimmt:

1° der Kollektor ist zwischen Süden und Osten bzw. Westen ausgerichtet;

2° die Anlage enthält folgende Elemente des Zählsystems:

a) einen Durchflussmesser und zwei Thermometer, durch die eine sofortige visuelle Kontrolle des Betriebs der Anlage ermöglicht wird;

b) einen Wärmeenergiezähler, dessen für seinen Betrieb nötige Temperaturfühler korrekt angeschlossen sind;

c) einen Brauchwasserzähler auf dem Sanitärkreis.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 1.050 Euro pro Anlage.

Art. 7/5 Die in Artikel 4 § 2 genannte Bedingung bezüglich des Alters der Wohnung ist nicht auf die in diesem Abschnitt genannten Prämien anwendbar."

Art. 12 - Artikel 8 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 2 wird durch die Wortfolge "oder der Wohnungen" ergänzt;

2° Ziffer 3 wird durch die Wortfolge "der Wohnung oder der Wohnungen, mit Ausnahme von Speichervorrichtungen" ergänzt.

Art. 13 - In Artikel 9 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "6 Euro pro Quadratmeter Dachfläche" durch die Wörter "10 Euro pro Quadratmeter Fläche der ersetzten Dacheindeckung" ersetzt.

Art. 14 - In der Überschrift von Titel III desselben Erlasses werden die Wörter "3000 Euro" durch die Wörter "6000 Euro" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 10 desselben Erlasses wird die Wortfolge "über 200 Euro und unter oder bei 3 000 Euro liegt bzw. liegen;" durch die Wortfolge "über 200 Euro und bis zu 6000 Euro beträgt" ersetzt.

Art. 16 - Artikel 11 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 erhält folgende Fassung: "§ 1. Nach Abschluss der Arbeiten erfüllen die ersetzten Öffnungen, die Gegenstand des Prämienantrags sind, d. h. die Türen und Fensterrahmen, einen durchschnittlichen Wärmedurchgangskoeffizienten UD oder U_w von höchstens 1,50 W/m²K, der gemäß Anlage B1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Durchführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden bestimmt wird. Die an den Außentür- und Fensterrahmen angebrachten transparenten oder lichtdurchlässigen Elemente müssen einen Wärmedurchgangskoeffizienten von höchstens 1,10 W/m²K aufweisen, der gemäß der CE-Kennzeichnung für die Verglasung bestimmt wird, das heißt der gemäß der Norm NBN EN 673 berechnet wird. Die Prämie wird nur dann erteilt, wenn die Verglasung die Norm NBN S23-002 einhält.;"

2° in Paragraph 2 wird die Wortfolge "25 Euro/m²" durch die Wortfolge "65 Euro pro ersetztem Quadratmeter" ersetzt.

Art. 17 - Artikel 12 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph wird zwischen die Wortfolge "Isolierung von Heizungsrohren, -schächten oder -ventilen" und das Wort "gewährt" die Wortfolge "und der Zubehörteile" eingefügt und die Wortfolge ", -schächten oder -ventilen" aufgehoben;

2° in Paragraph 2 wird die Wortfolge "den Anforderungen der Anlage C4" durch die Wortfolge "den in Anlage C4 definierten Anforderungen" ersetzt;

3° in Paragraph 3 wird die Wortfolge "60 Euro" durch die Wortfolge "85 Euro" ersetzt.

Art. 18 - Artikel 13 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "1,5 m2 K/W" durch die Wortfolge "1,50 m2 K/W" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "35 Euro" durch die Wortfolge "50 Euro" ersetzt;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge "60 Euro" durch die Wortfolge "85 Euro" ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 14 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird die Wortfolge "24 Euro" durch die Wortfolge "35 Euro" ersetzt;

2° in Absatz 3 wird die Wortfolge "140 Euro" durch die Wortfolge "190 Euro" ersetzt.

Art. 20 - Artikel 15 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 3 wird die Wortfolge "70 Euro" durch die Wortfolge "100 Euro" ersetzt;

2° in Absatz 4 wird die Wortfolge "120 Euro" durch die Wortfolge "170 Euro" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 16 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "35 Euro pro Antrag" durch die Wortfolge "50 Euro" ersetzt, und wird die Wortfolge "7 Euro" durch die Wortfolge "10 Euro" ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 17 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "30 Euro" durch die Wortfolge "40 Euro" ersetzt.

Art. 23 - Artikel 18 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 werden die Ziffern 2 bis 5 durch Folgendes ersetzt:

"2° entspricht den in Anhang II festgelegten Kriterien." ;

2° in Paragraph 3 wird die Wortfolge "500 Euro" durch die Wortfolge "700 Euro" ersetzt.

Art. 24 - Artikel 19 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "des Speichertanks" durch die Wortfolge "eines Speichertanks" ersetzt;

2° in Absatz 3 wird die Wortfolge "85 Euro pro isoliertem Warmwasserspeicher" durch die Wortfolge "120 Euro pro ersetztem Warmwasserspeicher" ersetzt;

3° in Absatz 4 wird die Wortfolge "130 Euro pro isoliertem Warmwasserspeicher" durch die Wortfolge "180 Euro pro ersetztem Warmwasserspeicher" ersetzt.

Art. 25 - Artikel 20 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 erhält folgende Fassung: "§ 1. Eine Prämie wird für die Isolierung von Leitungen eines Warmwasser-Zirkulationssystems und seines Zubehörs gewährt.";

2° in Paragraph 3 wird die Wortfolge "35 Euro" durch die Wortfolge "50 Euro" ersetzt.

Art. 26 - Artikel 21 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 wird die Wortfolge "1,5 m2 K/W" durch die Wortfolge "1,50 m2 K/W" ersetzt;

2° in Paragraph 3 wird die Wortfolge "60 Euro" durch die Wortfolge "85 Euro" ersetzt.

Art. 27 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 wird die Wortfolge "1,5 m2 K/W" durch die Wortfolge "1,50 m2 K/W" ersetzt;

2° in Paragraph 3 Absatz 1 wird die Wortfolge "35 Euro pro isoliertem Brauchwarmwasserspeicher" durch die Wortfolge "35 Euro pro isoliertem Wasserspeicher" ersetzt;

3° in Paragraph 3 Absatz 2 wird die Wortfolge "Warmwasserspeicher" durch die Wortfolge "Brauchwarmwasserspeicher" ersetzt;

4° in Paragraph 3 Absatz 2 wird die Wortfolge "60 Euro" durch die Wortfolge "85 Euro" ersetzt."

Art. 28 - Artikel 23 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 Ziffer 1 wird die Wortfolge "in Bezug auf die Belüftung" durch die Wortfolge "in Bezug auf den Abschnitt "Belüftung"" ersetzt;

2° in Paragraph 2 wird Ziffer 3 aufgehoben;

3° in Paragraph 3 wird die Wortfolge "500 Euro" durch die Wortfolge "700 Euro" ersetzt.

Art. 29 - Artikel 24 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 Ziffer 3 Buchstabe c wird die Wortfolge "und Ähnliches" aufgehoben;

2° in Paragraph 3 wird die Wortfolge "180 Euro" durch die Wortfolge "200 Euro" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 25 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 Ziffer 3 wird die Wortfolge "den Vorschriften von" durch die Wortfolge "der Norm NBN EN 308, ergänzt durch"

2° in Paragraph 3 wird die Wortfolge "360 Euro" durch die Wortfolge "400 Euro" ersetzt.

Art. 31 - Artikel 28 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von Absatz 1 entspricht der Grundbetrag für die in Artikel 26 § 1 Ziffer 2 Buchstabe a erwähnten Investitionen entspricht 800 Euro."

Art. 32 - Artikel 30 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "vier Monaten" durch die Wortfolge "acht Monaten" ersetzt;

2° Paragraf 1 Absatz 2 erhält folgende Fassung:

"In Abweichung von Absatz 1 werden Anträge für Investitionen, die im November 2022 in Rechnung gestellt wurden, höchstens innerhalb von 9 Monaten nach dem Datum der Rechnung über den Restbetrag der Investition, wenn die Arbeiten von einem Unternehmer ausgeführt werden, und der letzten Rechnung über den Kauf von Materialien, wenn die Arbeiten vom Antragsteller ausgeführt werden, eingereicht.

Betrifft der Antrag mehrere Investitionen gemäß den Artikeln 6 und 8 bis 26, so reicht der Antragsteller seinen Prämienantrag und die entsprechenden Rechnungen innerhalb von acht Monaten ab dem Datum der letzten Rechnung für die innerhalb eines Zeitraums von zwei Jahren ab dem Datum dieser letzten Rechnung getätigten Investitionen und gegebenenfalls unter Einhaltung der in Artikel 29 § 3 vorgesehenen Frist ein.

Betrifft der Antrag mehrere Investitionen gemäß Abschnitt II Kapitel I Titel II, so reicht der Antragsteller seinen Prämienantrag und die entsprechenden Rechnungen innerhalb von acht Monaten ab dem Datum der letzten Rechnung für die innerhalb eines Zeitraums von zwei Jahren ab dem Datum dieser letzten Rechnung getätigten Investitionen ein."

3° Paragraf 1 wird durch einen dritten Absatz ergänzt, der wie folgt lautet: "Alle Rechnungen müssen nach dem 1. Mai 2022 ausgestellt worden sein."

4° § 2 Ziffer 1 Absatz 3 erhält folgende Fassung:

"Die Anlage enthält mindestens folgende Informationen:

- a) Anschrift der Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist;
- b) die Kontaktdaten des Unternehmers, der die Investitionen, die Gegenstand des Antrags sind, getätigt hat;
- c) für die in den Artikeln 7/1 bis 7/4 und 18 genannten Investitionen die Nummer des Qualiwall-Zertifikats, das bestätigt, dass der Installateur, der die Investitionen, die Gegenstand des Antrags sind, getätigt hat, für die Tätigkeiten zertifiziert ist, die in Artikel 3 Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 2, 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute aufgeführt sind;"

5° in Paragraf 2 Ziffer 2 wird die Wortfolge "einen Kaufnachweis" durch die Wortfolge "eine Kopie der Rechnungen über den Kauf von Materialien" ersetzt;

6° in Paragraf 2 Ziffer 7 wird nach der Wortfolge "gemäß Artikel 8 und 26" die Wortfolge "Ziffern 1 Buchstaben a, b, c und d, 3, 4, 5 und 8" eingefügt;

7° in Paragraf 2 werden die Ziffern 7/1 bis 7/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"7°/1 für die in Artikel 7/1 genannten Investitionen:

- a) gegebenenfalls eine Kopie des auf der Internetseite der Verwaltung veröffentlichten, von dem Antragsteller und dem Installateur ausgefüllten und unterzeichneten Musterangebots für die Installation von Wärmepumpen;
- b) für die den Verordnungen Nr. 814/2013 und 814/2013 unterliegenden Wärmepumpen, eine Kopie der Energieetikett des installierten Geräts im Sinne der Verordnung Nr. 812/2013;
- c) für die nur der Verordnung Nr. 814/2013 unterliegenden Wärmepumpen, eine Kopie des technischen Produktdatenblatts im Sinne der Verordnung Nr. 814/2013;
- d) für die der Verordnung Nr. 813/2013 unterliegenden Wärmepumpen, eine Kopie des vollständigen technischen Produktdatenblatts im Sinne der Verordnung Nr. 813/2013;
- e) für die der Verordnung Nr. 813/2013 nicht unterliegenden Wärmepumpen, eine Kopie des Prüfberichts, der entweder nach der zum Zeitpunkt des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 oder nach der Norm NBN EN 15879-1 von einem Labor, der den allgemeinen Anforderungen nach der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Versuchen an den Wärmepumpen oder für andere Anwendungen genügt, erstellt wurde;
- f) ein aussagekräftiges Foto nach Abschluss der Investition.

Wenn die Investitionen die Installation einer Wärmepumpe betreffen, die in der auf der Internetseite der Verwaltung zur Verfügung gestellten Liste der Wärmepumpen aufgeführt ist, gelten die Buchstaben b bis e nicht;

7°/2 für Investitionen gemäß Artikel 7/2 eine Kopie des Prüfberichts, der nach der zum Zeitpunkt der Durchführung des Versuchs geltenden Norm NBN EN 303-5 erstellt wurde.

Wenn die Investitionen die Installation eines Biomassekessels betreffen, der in der auf der Internetseite der Verwaltung zur Verfügung gestellten Liste der Biomassekessel aufgeführt ist, muss der Testbericht dem Antrag nicht beigefügt werden;

7°/3 für Investitionen gemäß Artikel 7/3 eine Kopie des Prüfberichts, der nach der zum Zeitpunkt der Durchführung des Versuchs geltenden Normen NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815 und NBN EN 16510, je nach dem Typ des Ofens, erstellt wurde;

Wenn die Investitionen die Installation eines Biomassekessels betreffen, der in der auf der Internetseite der Verwaltung zur Verfügung gestellten Liste der Biomasseöfen aufgeführt ist, muss der Testbericht dem Antrag nicht beigefügt werden;

7°/4 für die in Artikel 7/4 genannten Investitionen:

- a) eine Kopie des auf der Internetseite der Verwaltung veröffentlichten, von dem Antragsteller und dem Installateur ausgefüllten und unterzeichneten Musterangebots für die Installation von thermischen Solaranlagen;
- b) ein aussagekräftiges Foto nach Abschluss der Investition;"

8° in Paragraf 2 wird Ziffer 10 wie folgt ersetzt: "10° für Investitionen gemäß Artikel 18, gegebenenfalls:

- a) eine Kopie des auf der Internetseite der Verwaltung veröffentlichten, von dem Antragsteller und dem Installateur ausgefüllten und unterzeichneten Musterangebots für die Installation von Wärmepumpen;
- b) für die den Verordnung Nr. 812/2013 unterliegenden Wärmepumpen, gegebenenfalls eine Kopie der Energieetikett des installierten Geräts im Sinne der Verordnung Nr. 812/2013, ergänzt durch die Mitteilung 2014/C 207/03;
- c) für die nur der Verordnung Nr. 814/2013 unterliegenden Wärmepumpen, gegebenenfalls eine Kopie des technischen Produktdatenblatts im Sinne der Verordnung Nr. 814/2013;
- d) ein aussagekräftiges Foto nach Abschluss der Investition.

Wenn die Investitionen die Installation einer Wärmepumpe betreffen, die in der auf der Internetseite der Verwaltung zur Verfügung gestellten Liste der Wärmepumpen aufgeführt ist, gelten die Buchstaben c bis e nicht.“;

9° in Paragraf 2 Ziffer 11 wird zwischen die Wortfolge “in Artikel 20 genannten Investitionen,” und die Wortfolge “eine Kopie des Berichts” das Wort “gegebenenfalls” eingefügt;

10° In Paragraf 2 Ziffer 12 Buchstabe a wird die Wortfolge “in Artikel 23” durch die Wortfolge “in Artikel 23 § 2 Ziffer 2” ersetzt.“;

11° in Paragraf 2 Ziffer 12 wird Buchstabe b wie folgt ersetzt: “b) eine Beschreibung der Art der eingesetzten bedarfsgesteuerten Funktionalität“;

12° in Paragraf 2 Ziffer 12 wird Buchstabe c aufgehoben;

13° In Paragraf 2 Ziffer 13 Buchstabe a wird die Wortfolge “in Artikel 24” durch die Wortfolge “in Artikel 24 § 2 Ziffer 2” ersetzt;

14° In Paragraf 2 Ziffer 14 Buchstabe a wird die Wortfolge “in Artikel 25” durch die Wortfolge “in Artikel 25 § 2 Ziffer 2” ersetzt;

15° Paragraf 2 Ziffer 14 Buchstabe b wird wie folgt abgeändert:

a) am Satzanfang wird das Wort “gegebenenfalls” eingefügt;

b) die Wortfolge “den Vorschriften von” wird durch die Wortfolge “der Norm NBN EN 308, ergänzt durch” ersetzt;

16° in Paragraf 2 wird eine Ziffer 15/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“15°/1 für Investitionen gemäß Artikel 26 Ziffer 1 Buchstabe e, das von der zuständigen Behörde ausgestellte Dokument, in dem die empfohlenen Arbeiten aufgeführt sind.

Bei Investitionen gemäß Artikel 26 Ziffer 2 Buchstabe a, wenn Anpassungsarbeiten erforderlich sind, eine Kopie der Konformitätsbescheinigung, die nach Durchführung der Anpassungsarbeiten ausgestellt wurde.

Bei Investitionen gemäß Artikel 26 Ziffer 2 Buchstabe b, wenn Anpassungsarbeiten erforderlich sind, eine Kopie der Konformitätsbescheinigung, die entweder von der zugelassenen Einrichtung oder von dem Unternehmer, der über die Zulassung für Gasarbeiten, CERGA-Label verfügt, nach Durchführung der Anpassungsarbeiten ausgestellt wird.

Der Unternehmer, der die Zulassung für Gasarbeiten, CERGA-Label hat, billigt die Anpassung der Gasanlage nur, wenn er die Arbeiten an der gesamten Anlage selbst durchgeführt hat.“.

Art. 33 - Artikel 38 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 2 erhält folgende Fassung: “In Abweichung von Absatz 1 treten Artikel 7/1 § 2 Ziffer 1, Artikel 7/2 § 2 Ziffer 1, Artikel 7/3 § 2 Ziffer 1, Artikel 18 § 2 Ziffer 1 und Artikel 30 § 2 Absatz 3 Buchstabe c, Ziffer 7/1 Buchstabe a und Ziffer 10 Buchstabe a am 1. Januar 2026 in Kraft.“;

2° zwischen Absatz 2 und Absatz 3 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: “Die Minister sind befugt, das in Absatz 2 vorgesehene Datum des Inkrafttretens zu ändern.“.

Art. 34 - Anlage 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 1 wird ergänzt durch die Wortfolge “das bzw. der mit der Außenumgebung, einem unbeheizten Raum, der vor Frost geschützt ist, oder einem unbeheizten Raum, der nicht vor Frost geschützt ist, oder einem Boden in Berührung kommt“;

2° Ziffer 3 wird durch die Wortfolge “oder der Wohnungen” ergänzt;

3° Ziffer 4 wird durch die Wortfolge “der Wohnung oder der Wohnungen, mit Ausnahme von Speichervorrichtungen” ergänzt;

4° Ziffer 5 wird ergänzt durch die Wortfolge “die mit der Außenumgebung, einem unbeheizten Raum, der vor Frost geschützt ist, oder einem unbeheizten Raum, der nicht vor Frost geschützt ist, oder einem Boden in Berührung kommen“;

5° Ziffer 6 wird ersetzt durch die Wortfolge “Isolierung von Heizungsrohren und von Heizungszubehör, die sich in einem unbeheizten und frostfreien Raum oder in einem unbeheizten und nicht frostfreien Raum befinden“;

6° Ziffer 14 wird ersetzt durch die Wortfolge “Isolierung von Leitungen eines Warmwasser-Zirkulationssystems und dessen Zubehör“;

7° Ziffer 21 wird durch Folgendes ersetzt:

“21° die Austrocknung von Wänden zur Behebung von Infiltrationsmängeln (Außenwand);“;

8° Ziffer 22 wird durch Folgendes ersetzt:

“22° das Austrocknen von Wänden zur Behebung von Mängeln durch aufsteigende Feuchtigkeit (Wandsockel);“;

9° in Ziffer 37 wird die Wortfolge “die Installation einer Trinkwasserstelle” durch die Wortfolge “das Installieren oder Anpassen einer Trinkwasserstelle” ersetzt;

10° in Ziffer 38 wird zwischen das Wort “Installieren” und die Wortfolge “eines ersten Waschraums” die Wortfolge oder Anpassen” eingefügt;

11° die Anlage 1 wird durch die Ziffer 39 bis mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“39° das Installieren einer der folgenden Anlagen zur Heizung oder Brauchwarmwasserbereitung:

a) Wärmepumpe für Heizung oder kombinierte Wärmepumpe;

b) Biomassekessel;

c) solarer Warmwasserbereiter;

d) lokaler Biomasseofen.“.

Art. 35 - In denselben Erlass wird eine Anlage 2 mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Anlage 2 - Zu erfüllende Kriterien, damit die Wärmepumpe prämienberechtigt ist

1° Deckung des Wärmebedarfs

Die Wärmepumpe wird so dimensioniert, dass sie den ganzen Wärmebedarf für die Beheizung des Gebäudes oder für die Bereitung von Brauchwarmwasser bei einer Außenlufttemperatur von mehr als oder gleich einem Wert, der als bivalente Temperatur bezeichnet wird und die maximal 2°C beträgt, deckt.

2° Minimale Energieeffizienz

a) Wärmepumpen für die Beheizung von Räumen und kombinierte Wärmepumpen

Die Leistungsanforderungen werden unterschiedlich ausgedrückt, je nachdem, ob die Wärmepumpe der Verordnung 813 unterliegt oder nicht und ob ihr Energieträger Strom oder Gas ist.

Das System ermöglicht die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit und ist mit der üblichen Sicherheitsgruppe versehen.

(1). Elektrische Wärmepumpen zur Beheizung von Räumen, die der Verordnung 813 nicht unterliegen

Nur Wärmepumpen mit folgenden Kombinationen von Wärmequelle und Energieabgabe sind betroffen:

I) Außenluft/Wasser;

II) Boden (über Glykolwasser/Wasser);

III) Boden (direkte Verdampfung)/Wasser;

IV) Wasser (Grund- oder Oberflächenwasser)/Wasser.

Die Wärmepumpe zum Heizen einer Wohnung entspricht einem minimalen aktiven Leistungskoeffizienten (SCOPON) nach der Methodik der Verordnung 813, ergänzt durch die Mitteilung 2014/C 207/02/02.

Dies hängt von der verwendeten Technologie und dem Temperaturregime ab, das der Hersteller auf dem technischen Datenblatt von EcoDesign angegeben hat:

i) Bei dem Vermerk "Niedrigtemperatur: Ja", gilt es, sowohl die Daten als auch das Kriterium bei 35 °C zu berücksichtigen;

ii) Bei dem Vermerk "Niedrigtemperatur: 'Nein'", gilt es, sowohl die Daten als auch das Kriterium bei 35 °C zu berücksichtigen.

Die zu erreichenden Leistungskoeffizienten des Aktivmodus (SCOPON) sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	SCOPON 35°C	SCOPON 55 °C
Außenluft	Wasser	3,2	2,825
Wasser	Wasser	3,325	2,95
Boden	Wasser	3,325	2,95

(2). Elektrische Wärmepumpen zur Beheizung von Räumen, die der Verordnung 813 nicht unterliegen

Betroffen sind nur die Wärmepumpen mit folgender Kombination von Wärmequelle und Energieabgabe: Boden (Direktverdampfung)/Direktkondensation (über die Gebäudestruktur).

Die elektrische Wärmepumpe zum Heizen einer Wohnung entspricht einem minimalen Leistungskoeffizienten (COP), der auf eine der folgenden Arten bestimmt wird:

a) Entweder nach der Norm NBN EN 15879-1, unter Berücksichtigung der folgenden Anforderungen:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades in Kontakt mit dem Verdampfer	T° der warmen Quelle am Ausgang	Mindestleistungskoeffizient
Boden (direkte Verdampfung)	Direktkondensation (über die Gebäudestruktur)	1,5 °C	35° C	4,1

b) Oder nach der Methodik der Norm NBN EN 14511, unter Berücksichtigung der folgenden Anforderungen:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades in Kontakt mit dem Verdampfer	T° der warmen Quelle am Ausgang	Mindestleistungskoeffizient
Boden (direkte Verdampfung)	Direktkondensation (über die Gebäudestruktur)	- 5° C	35° C	4

(3). Wärmepumpen mit Sorptionsgas für die Beheizung von Räumen, die der Verordnung 813 unterliegen

Nur Wärmepumpen mit folgenden Kombinationen von Wärmequelle und Energieabgabe sind betroffen:

i) Außenluft/Wasser;

ii) Boden (über Glykolwasser/Wasser);

iii) Boden (direkte Verdampfung)/Wasser;

iv) Wasser (Grund- oder Oberflächenwasser)/Wasser.

Die Wärmepumpe zum Heizen einer Wohnung entspricht einem saisonalen Arbeitszahl im Heizbetrieb (SGUEh) nach der Methodik der Verordnung 813, ergänzt durch die Mitteilung 2014/C 207/02/02.

Dies hängt von der verwendeten Technologie und dem Temperaturregime ab, das der Hersteller auf dem technischen Datenblatt von EcoDesign angegeben hat:

i) Bei dem Vermerk "Niedrigtemperatur: 'Ja'", gilt es, sowohl die Daten als auch das Kriterium bei 35 °C zu berücksichtigen;

ii) Bei dem Vermerk "Niedrigtemperatur: 'Nein'", gilt es, sowohl die Daten als auch das Kriterium bei 55 °C zu berücksichtigen;

Die zu erreichenden saisonalen Gasverbrauchswirkungsgrade im Heizmodus (SGUEh) sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	SGUEh 35°C	SGUEh 55°C
Außenluft	Wasser	1,28	1,13
Wasser	Wasser	1,33	1,18
Boden	Wasser	1,33	1,18

b) Wärmepumpen zum ausschließlichen Erzeugen von Brauchwarmwasser (PAC ECS), die der Verordnung 814 unterliegen;

Das System ermöglicht die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit und ist mit der üblichen Sicherheitsgruppe versehen.

Wärmepumpen für die Bereitung von Brauchwarmwasser haben eine minimale Energieeffizienz für die Warmwasserbereitung, η_{wh} , die nach der Methodik der Verordnung 814 festgelegt wurde, ergänzt durch die Mitteilung 2014/C 207/03, die je nach Lastprofil des Gerätes variiert.

Die zu erreichenden Energieeffizienzwerte für die Warmwasserbereitung sind:

Lastprofil der Wärmepumpe	Wärmequelle: "Außenluft"	Wärmequelle: "Wasser" oder "Boden"
M	$\eta_{wh} \geq 65 \%$	$\eta_{wh} \geq 100 \%$
L	$\eta_{wh} \geq 75 \%$	$\eta_{wh} \geq 115 \%$
XL	$\eta_{wh} \geq 80 \%$	$\eta_{wh} \geq 123 \%$
XXL, 3XL & 4XL	$\eta_{wh} \geq 85 \%$	$\eta_{wh} \geq 131 \%$

Diese Information ist auf dem Produktdatenblatt EcoDesign des Geräts zu finden.

3° Besonderes Kriterium für Wärmepumpen mit Außenluft als Wärmequelle

a) Der Verdampfer steht außerhalb des Gebäudes.

Im Falle einer dynamischen Luftgewinnung kann der Verdampfer innerhalb des Gebäudes installiert sein, wenn er mit dichten und wärmedämmten Hüllen versehen ist, um Außenluft anzusaugen und die angesaugte Luft außerhalb des Gebäudes abzuleiten.

b) Im Falle einer statischen Außenluftaufnahme ist die Wärmepumpe nicht mit einer Abtauvorrichtung ausgestattet, sondern der Außentauscher ist über den Süden zwischen Ost und West ausgerichtet, ohne das Sonnenlicht oder die natürliche Luftzirkulation zu beeinträchtigen."

Art. 36 - Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf Prämienanträge, bei denen die Schlussrechnung für die Investition, wenn die Arbeiten von einem Unternehmer durchgeführt werden, und die letzte Rechnung für den Kauf von Materialien, wenn die Arbeiten vom Antragsteller selbst durchgeführt werden, ab dem 1. November 2022 ausgestellt wird.

In Abweichung von Absatz 1 gilt der vorliegende Erlass für Prämienanträge für Arbeiten gemäß Artikel 11, deren Schlussrechnung ab dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses ausgestellt wird.

Art. 37 - § 1. Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2023 in Kraft.

§ 2. Artikel 11 tritt für Anträge, deren Rechnungen nach dem 31. Dezember 2025 ausgestellt werden, außer Kraft.

§ 3 Die Artikel 5, Ziffer 3, 10, Ziffer 2 bis 4, 13, 14, 15, 16, Ziffer 2, 17, Ziffer 3, 18, Ziffer 2 und 3, 19, 20, 21, 22, 23, Ziffer 2, 24, Ziffer 2 und 4, 25, Ziffer 2, 26, Ziffer 2, 27, Ziffer 2 und 4, 28, Ziffer 3, 29, Ziffer 2, 30, Ziffer 2, und 31 treten am 1. Juli 2026 außer Kraft.

Art. 38 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, werden jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Juni 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2023/45121]

29 JUNI 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2022 tot invoering van een steunregeling voor de verwezenlijking van investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, artikelen 14 en 29, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 12 december 2022;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2022 tot invoering van een steunregeling voor de verwezenlijking van investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 februari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 maart 2023;

Gelet op het rapport van 23 februari 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen; Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 23 maart 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 12 april 2023;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Huisvesting", gegeven op 12 april 2023;

Op de voordracht van de Minister van Energie en van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2022 tot invoering van een steunregeling voor de verwezenlijking van investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 4° wordt aangevuld met de volgende woorden " , in m² K/W";

2° in punt 8° worden de woorden "in de bijlage" vervangen door de woorden "in de bijlage I";

4° tussen punt 9° en punt 10° worden de punten 9°/1 tot 9°/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"9°/1 de verordening nr. 813/2013 : Verordening (EU) nr. 813/2013 van de Commissie van 2 augustus 2013 tot uitvoering van Richtlijn 2009/125/EG van het Europees Parlement en de Raad wat eisen inzake ecologisch ontwerp voor ruimteverwarmingstoestellen en combinatieverwarmingstoestellen betreft;

9°/2 de verordening nr. 814/2013 : Verordening (EU) nr. 814/2013 van de Commissie van 2 augustus 2013 tot uitvoering van Richtlijn 2009/125/EG van het Europees Parlement en de Raad wat eisen inzake ecologisch ontwerp voor waterverwarmingstoestellen en warmwatertanks betreft."

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, a), worden de woorden " , van een vereniging ter bevordering van de huisvesting" ingevoegd tussen de woorden "van een openbare huisvestingsmaatschappij" en de woorden "of elke andere instelling";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt : "§ 3. De voorwaarden van §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op verenigingen van mede-eigenaars."

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, worden de woorden "exclusief btw" vervangen door de woorden "inclusief btw";

2° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 2. De ondernemer di werken verricht is ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming.

De in de artikelen 6, 8 en 26 bedoelde investeringen mogen door de aanvrager zelf worden gedaan."

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "worden subsidies toegekend voor investeringen" vervangen door de woorden "kunnen subsidies toegekend worden voor investeringen";

2° in paragraaf 1 worden de woorden "in het Franse taalgebied" vervangen door de woorden "in het Waalse Gewest, met uitzondering van de gemeenten gelegen in de Duitstalige Gemeenschap".

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt punt 3° vervangen door hetgeen volgt:

"3° een bedrag van 5.000 euro wordt afgetrokken per familielid van de aanvrager of van zijn opdrachtgevers als het familielid aan de volgende voorwaarden voldoet:

a) familielid zijn tot in de derde graad of gehuwd zijn of zijn geweest, doorgaans samenwonen of hebben samengewoond met dit familielid;

b) gedomicilieerd zijn of worden in de woning van de aanvrager of van de persoon met wie dit familielid gehuwd is/is geweest of doorgaans samengewoond of heeft samengewoond;

c) ten minste 60 jaar oud zijn.";

2° in paragraaf 4, worden de woorden "in paragraaf 1" vervangen door de woorden "in paragraaf 3, 5°";

3° in paragraaf 5 worden de woorden "tachtig percent" telkens vervangen door de woorden "negentig percent".

Art. 6. De woorden "en de installatie van verwarmings- of warmwatertoestellen" worden toegevoegd aan Titel II - Investerings met betrekking tot de dakwerken".

Art. 7. De woorden "en de installatie van verwarmings- of warmwatertoestellen" worden toegevoegd aan de titel van hoofdstuk 1.

Art. 8. Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk 1 wordt vervangen door de woorden "Afdeling 1 Investerings met betrekking tot de isolatie van het dak".

Art. 9. De woorden "die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst of een grond" worden toegevoegd aan artikel 6.

Art. 10. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 1°, worden de woorden "van 6,00 m2K/W of meer" vervangen door de woorden "van 5,00 m2K/W of meer";

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord "§ " wordt vervangen door het woord "paragraaf";

b) de woorden "10 euro" worden vervangen door de woorden "30 euro" ;

c) de woorden "4 euro" worden vervangen door de woorden "9 euro" ;

3° in paragraaf 3 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

Wanneer de isolatie die gebruikt wordt als onderdeel van de investering volledig met biogebaseerde isolatie wordt uitgevoerd, bedraagt het basisbedrag van de premie 40 euro per geïsoleerde vierkante meter wanneer de isolatie door een aannemer wordt uitgevoerd en 13 euro per vierkante meter wanneer de isolatie door de aanvrager in eigen werk wordt uitgevoerd.";

4° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 11. De volgende afdeling wordt toegevoegd aan hoofdstuk 1 van titel II:

"Afdeling II. - Investerings met betrekking tot de installatie van verwarmings- of warmwatertoestellen".

Art. 7/1. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie of vervanging van:

1° een warmtepomp voor de exclusieve productie van sanitair warm water;

2° een warmtepomp voor de verwarming van een woning of een combinatie.

§ 2 Om in aanmerking te komen moet de installatie van een warmtepomp :

2° worden uitgevoerd door een installateur die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° voldoen aan de criteria gedefinieerd in bijlage II.

De warmtepompen voor de verwarming van een woning of gecombineerde warmtepompen die de thermische energie in de lucht lozen, komen niet in aanmerking voor de premie.

§ 3 Het basisbedrag van de premie bedoeld in paragraaf 1, 1°, bedraagt 700 euro per toestel.

Het basisbedrag van de premie bedoeld in paragraaf 1, 2°, bedraagt 1.500 euro per toestel.

Art. 7/2. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een biomassaketel om een woning te verwarmen.

§ 2. Om in aanmerking te komen moet de installatie aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° de werken worden uitgevoerd door een installateur die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° het toestel voldoet aan de definities, eisen, proeven en markering van de norm NBN EN 303-5 en heeft een efficiëntie van klasse 5, gevestigd volgens deze norm voor ten minste één van de toegelaten brandstoffen.

De klasse omvat zowel efficiëntie als CO-, OGC/VOC- en stofemissies, gemeten in één enkele test die wordt uitgevoerd in overeenstemming met de norm NBN EN 303-5.

Het apparaat voldoet aan de klassevereisten zowel wanneer het getest wordt bij nominaal vermogen als, voor apparaten met een vermogensmodulatiebereik, wanneer het getest wordt bij minimaal uitgangsvermogen.

Condenserende apparaten worden volgens dezelfde methode getest;

3° het apparaat gebruikt geen fossiele brandstof als toegestane brandstof.

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedraagt 1.800 euro per toestel.

Art. 7/3. § 1. Een premie wordt toegekend voor de installatie van een biomassakachel met gesloten voorkant.

§ 2. Om in aanmerking te komen moet de installatie aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° de werken worden uitgevoerd door een installateur die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° de prestaties van het toestel bij volle belasting voldoen aan de normen NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815, NBN EN 16510.

De minimumrendementsvereisten en verontreinigende emissieniveaus voor met vaste brandstoffen gestookte verwarmingstoestellen staan in de onderstaande tabel:

Soort brandstof	Rendement	Koolmonoxide-emissies (CO) bij 13% O ₂	Emissies van fijn stof (PM) bij 13% O ₂	Stikstofoxide-emissies (NO _x) bij 13% O ₂
Pellets	≥ 87 %	≤ 250 mg/Nm ³	≤ 20 mg/Nm ³	≤ 200 mg/Nm ³
Andere biomassa's	≥ 75 %	≤ 1250 mg/Nm ³	≤ 30 mg/Nm ³	≤ 200 mg/Nm ³

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedraagt 400 euro per toestel.

Art. 7/4. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een zonneboiler.

§ 2. Om in aanmerking te komen moet de installatie aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° de installatie wordt uitgevoerd door een installateur die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° de installatie bevat zonnecollectoren met een optische oppervlakte van minstens twee vierkante meter;

3° de collectoren voldoen aan de eisen van de toepasselijke Europese norm en aan de testen vastgelegd in de norm NBN EN 12975, overeenkomstig het label "Solar Keymark" of elk ander gelijkwaardig systeem erkend door de Minister van Energie of zijn afgevaardigde;

4° de dimensionering van de installatie laat een zonnefractie van minimum 60% toe.

5° het systeem moet een minimaal globaal prestatieniveau halen.

Wat het eerste lid, 5°, betreft, wordt dit minimaal niveau bepaald door de naleving van de volgende voorwaarden betreffende de oriëntering van de collector en het telsysteem waarmee de installatie uitgerust is :

1° de collector is Zuidoost of Zuidwest georiënteerd;

2° De installatie is uitgerust met de volgende telinstrumenten:

a) een debietmeter en twee thermometers die een onmiddellijke visuele controle van de installatie mogelijk maken;

b) een warmtemeter waarvan de temperatuurvoelers die nodig zijn voor de goede werking ervan correct aangesloten zijn;

c) een sanitair watermeter op het sanitaire circuit.

§ 3. Het basisbedrag van de premie is 1.050 euro per installatie.

Art. 7/5 De voorwaarde met betrekking tot de ouderdom van de woning bedoeld in artikel 4, § 2, is niet van toepassing op de premies bedoeld in deze afdeling.

Art. 12. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "of woningen" worden toegevoegd aan punt 2°;

2° de woorden "van de woning of woningen, met uitzondering van de opslagvoorzieningen" worden toegevoegd aan 3°.

Art. 13. In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "6 euro per vierkante meter" vervangen door de woorden "10 euro per m² vervangen dakbedekkingsoppervlak".

Art. 14. In het opschrift van Titel III van hetzelfde besluit worden de woorden "3 000 euro" vervangen door de woorden "6 000 euro".

Art. 15. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden "meer dan 200 euro en minder dan of gelijk aan 3000 euro bedraagt" vervangen door de woorden "meer dan 200 euro en minder dan of gelijk aan 6000 euro bedraagt".

Art. 16. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt: "§ 1. Aan het einde van de werkzaamheden moet het vervangen schrijnwerk, waarop de premieaanvraag betrekking heeft, d.w.z. de deuren en het raamwerk, voldoen aan een gemiddelde thermische transmissiecoëfficiënt UD of Uw gelijk aan of minder dan 1,50W/m²K, bepaald overeenkomstig bijlage B1 bij het besluit van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen. De transparante of doorschijnende elementen die in het buitenschrijnwerk aangebracht worden, voldoen aan een thermische transmissiecoëfficiënt van 1,1 W/m²K of minder die overeenkomstig de EG-markering bepaald wordt, d.w.z. voor het glaswerk, berekend volgens de norm NBN EN 673. De premie wordt slechts toegekend als het glaswerk aan de norm NBN S23-002 voldoet".

2° in paragraaf 2 worden de woorden "25 euro/m²" vervangen door de woorden "65 euro per vervangen vierkante meter".

Art. 17. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden "en hun toebehoren" ingevoegd tussen de woorden "verwarmingsbuizen" en de woorden "die zich bevinden in een onverwarmde ruimte";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "van bijlage C4" vervangen door de woorden "omschreven in bijlage C4".

3° in paragraaf 3 worden de woorden "60 euro" vervangen door de woorden "85 euro".

Art. 18. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "1,5 m² K/W" vervangen door de woorden "1,50 m² K/W";

2° in lid 2 worden de woorden "35 euro" vervangen door de woorden "50 euro";

3° in lid 3 worden de woorden "60 euro" vervangen door de woorden "85 euro".

Art. 19. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 2 worden de woorden "24 euro" vervangen door de woorden "35 euro";

2° in lid 3 worden de woorden "140 euro" vervangen door de woorden "190 euro".

Art. 20. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 3 worden de woorden "70 euro" vervangen door de woorden "100 euro";

2° in lid 4 worden de woorden "120 euro" vervangen door de woorden "170 euro".

Art. 21. In artikel 16, lid 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden "35 euro per toepassing" vervangen door de woorden "50 euro" en worden de woorden "7 euro" vervangen door de woorden "10 euro".

Art. 22. In artikel 17, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "30 euro" vervangen door de woorden "40 euro".

Art. 23. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de punten 2° tot 5° vervangen als volgt:

"2° voldoen aan de criteria gedefinieerd in bijlage II."; 2° in paragraaf 3 worden de woorden "500 euro" vervangen door de woorden "700 euro".

Art. 24. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “de warmwateropslagtank” vervangen door de woorden “een warmwateropslagtank”;

2° in het derde lid worden de woorden “85 euro per geïsoleerde warmteopslagballon” vervangen door de woorden “120 euro per vervangen warmteopslagballon”;

2° in het vierde lid worden de woorden “130 euro per geïsoleerde warmteopslagballon” vervangen door de woorden “180 euro per vervangen warmteopslagballon”.

Art. 25. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt: “ § 1 Er wordt een premie toegekend voor de isolatie van de leidingen van een circulatieleiding voor warm water voor huishoudelijk gebruik en de bijbehorende accessoires.”.

2° in paragraaf 3 worden de woorden “35 euro” vervangen door de woorden “50 euro”.

Art. 26. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de woorden “1,5 m² K/W” vervangen door de woorden “1,50 m² K/W” ;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “60 euro” vervangen door de woorden “85 euro”.

Art. 27. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de woorden “1,5 m² K/W” vervangen door de woorden “1,50 m² K/W” ;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “35 euro per geïsoleerde warmwateropslagballon” vervangen door de woorden “50 euro per geïsoleerde opslagballon”;

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “warmteopslagballon” vervangen door de woorden “opslagballon voor sanitair warmwater”;

4° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “60 euro” vervangen door de woorden “85 euro”.

Art. 28. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden “aan de ventilatie-eisen voldoen van afdeling C4 van bijlage 15 bij het besluit van de Waalse Regering” vervangen door de woorden “aan de eisen van de afdeling ventilatie voldoen van bijlage C4 bij het besluit van de Waalse Regering”;

2° in paragraaf 2 wordt punt 3° opgeheven;

3° in paragraaf 3 worden de woorden “500 euro” vervangen door de woorden “700 euro”.

Art. 29. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, 3° c), worden de woorden “en dergelijke” geschrapt;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “180 euro” vervangen door de woorden “200 euro”.

Art. 30. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, 3°, worden de woorden “volgens de voorschriften van” vervangen door de woorden “volgens de norm NBN EN 308 aangevuld met”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “360 euro” vervangen door de woorden “400 euro”.

Art. 31. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

“In afwijking van paragraaf 1 bedraagt het basisbedrag van de premie voor de investeringen bedoeld in artikel 26, § 1, 2°, a), 800 euro.”.

Art. 32. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “vier maanden” vervangen door de woorden “acht maanden” ;

2° het tweede lid van paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“In afwijking van lid 1 worden aanvragen met betrekking tot investeringen die in november 2022 zijn gefactureerd, ingediend uiterlijk negen maanden na de datum van de factuur voor het saldo van de investering wanneer de werkzaamheden worden uitgevoerd door een ondernemer en de laatste factuur voor de aankoop van materialen wanneer de werkzaamheden worden uitgevoerd door de aanvrager.

Wanneer de aanvraag betrekking heeft op meer dan één van de investeringen bedoeld in de artikelen 6 en 8 tot en met 26, zendt de aanvrager zijn premieaanvraag en de desbetreffende facturen toe binnen een termijn van acht maanden te rekenen vanaf de datum van de laatste factuur voor de investeringen die zijn gedaan binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de datum van die laatste factuur en, in voorkomend geval, binnen de termijn bepaald in artikel 29, § 3.

Wanneer de aanvraag betrekking heeft op meer dan één van afdeling II, hoofdstuk 1, Titel II, bedoelde investeringen, dient de aanvrager zijn premieaanvraag en de desbetreffende facturen in binnen acht maanden na de datum van de laatste factuur voor de investeringen die zijn gedaan gedurende een periode van twee jaar vanaf de datum van die laatste factuur.”;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt: “Alle facturen moeten gedateerd zijn na 1 mei 2022.”;

5° in paragraaf 2, 1°, wordt het derde lid vervangen als volgt:

De bijlage bevat minstens de volgende gegevens :

a) het adres van de woning, voorwerp van de aanvraag;

b) gegevens van de ondernemer die de investeringen heeft gedaan waarop de aanvraag betrekking heeft;

c) voor de investeringen bedoeld in de artikelen 7/1 tot 7/4 en 18, het nummer van het Qualiwall-certificaat waaruit blijkt dat de installateur die de investeringen, waarop de aanvraag betrekking heeft, heeft uitgevoerd, gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 2°, 5° en 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren”;

5° in paragraaf 2, 2°, worden de woorden "een aankoopbewijs" vervangen door "een kopie van de facturen voor de aankoop van materialen";

6° in paragraaf 2, 7°, worden de woorden "1°, a), b), c) en d), 3°, 4°, 5° en 8°" ingevoegd tussen de woorden "bedoeld in artikel 8 en 26" en de woorden "wanneer ze door de aanvrager zelf worden uitgevoerd";

7° de punten 7°/ 1 tot en met 7°/4 worden ingevoegd in paragraaf 2 en luiden als volgt :

"7°/1 voor de investeringen bedoeld in artikel 7/1 :

a) in voorkomend geval, een afschrift van het type-aanbod van warmtepompinstallaties bekendgemaakt op de internetsite van de administratie, ingevuld en ondertekend door de aanvrager en de installateur;

b) voor warmtepompen die onder de Verordeningen nr. 812/2013 en nr. 814/2013 vallen, een kopie van het energie-etiket van het geïnstalleerde apparaat, zoals gedefinieerd in Verordening nr. 812/2013;

c) voor warmtepompen die alleen onder Verordening nr. 814/2013 vallen, een afschrift van de technische fiche zoals gedefinieerd in Verordening nr. 814/2013.

d) voor warmtepompen die onder Verordening nr. 813/2013° vallen, een fotokopie van de volledige technische fiche zoals gedefinieerd in Verordening nr. 813/2013;

e) voor warmtepompen die niet onder Verordening (EEG) nr. 813/2013 vallen, een afschrift van het testverslag dat is uitgevoerd overeenkomstig de norm NBN EN 14511 die op het ogenblik van de test van kracht is of overeenkomstig de norm NBN EN 15879-1 door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen van de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor het testen van warmtepompen of voor een andere toepassing.

f) een duidelijke foto nadat de investering is gedaan.

Wanneer de investeringen betrekking hebben op de installatie van een warmtepomp die is opgenomen in de lijst van warmtepompen die beschikbaar is op de website van de overheid, zijn b) tot en met e) niet van toepassing;

7°/2 voor de investeringen bedoeld in artikel 7/2 een kopie van het testrapport, uitgevoerd in overeenstemming met de norm NBN EN 303-5 dat op het moment van de test van kracht is

Als de investering betrekking heeft op de installatie van een biomassaketel die is opgenomen in de lijst van biomassaketels die beschikbaar is op de website van de overheid, hoeft het testrapport niet bij de aanvraag te worden gevoegd;

7°/3 voor de investeringen bedoeld in artikel 7/3 een afschrift van het testrapport uitgevoerd volgens de norm NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815 et NBN EN 16510, bepaald volgens het type kachel, dat van kracht was op het ogenblik van de test;

Als de investering betrekking heeft op de installatie van een biomassakachel die is opgenomen in de lijst van biomassaketels die beschikbaar is op de website van de overheid, hoeft het testrapport niet bij de aanvraag te worden gevoegd;

7°/4 voor de investeringen bedoeld in artikel 7/4 :

a) een afschrift van het type-aanbod van thermische zonne-installaties bekendgemaakt op de internetsite van de administratie, ingevuld en ondertekend door de aanvrager en de installateur;

b) een duidelijke foto nadat de investering is gedaan;";

8° in paragraaf 2, wordt punt 10° vervangen als volgt: "10° voor de investeringen bedoeld in artikel 18, indien van toepassing :

a) een afschrift van het type-aanbod van warmtepompinstallaties bekendgemaakt op de internetsite van de administratie, ingevuld en ondertekend door de aanvrager en de installateur.

b) voor warmtepompen die onder de Verordeningen nr. 812/2013°, in voorkomend geval een kopie van het energie-etiket van het geïnstalleerde apparaat, zoals gedefinieerd in Verordening nr. 812/2013, aangevuld met Mededeling 2014/C 207/03;

c) voor warmtepompen die alleen onder Verordening nr. 814/2013 vallen, in voorkomend geval, een kopie van de technische fiche zoals gedefinieerd in Verordening nr. 814/2013.

d) een duidelijke foto nadat de investering is gedaan.

Wanneer de investeringen betrekking hebben op de installatie van een warmtepomp die is opgenomen in de lijst van warmtepompen die beschikbaar is op de website van de overheid, zijn c) tot en met e) niet van toepassing;

9° in paragraaf 2, 11°, worden de woorden "in voorkomend geval," ingevoegd tussen de woorden "in artikel 20" en de woorden "een kopie van het verslag";

10° in paragraaf 2, 12°, a), worden de woorden "in artikel 23" vervangen door de woorden "in artikel 23, § 2, 2°";

11° in paragraaf 2, punt 12°, wordt b) vervangen als volgt: "b) een beschrijving van het type functionaliteit op aanvraag dat is geïmplementeerd";

12° in paragraaf 2, punt 12°, wordt c) opgeheven;

13° in paragraaf 2, 13°, a), worden de woorden "in artikel 24" vervangen door de woorden "in artikel 24, § 2, 2°";

14° in paragraaf 2, 14°, a), worden de woorden "in artikel 25" vervangen door de woorden "in artikel 25, § 2, 2°";

15° in paragraaf 2, punt 14°, b), worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "indien van toepassing" worden aan het begin van de zin ingevoegd ;

b) de woorden "overeenkomstig de voorschriften van" vervangen door de woorden "overeenkomstig de norm NBN EN 308 aangevuld met";

16° in paragraaf 2 wordt een 15°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

" 15°/1 voor de investeringen bedoeld in artikel 26, 1°, e), het door de bevoegde overheid afgeleverde document waarin de aanbevolen werkzaamheden worden uiteengezet.

Voor de investeringen bedoeld in artikel 26, 2°, a), indien conformiteitswerkzaamheden vereist zijn, een kopie van het conformiteitscertificaat dat is afgegeven nadat de conformiteitswerkzaamheden zijn uitgevoerd.

Voor de investeringen bedoeld in artikel 26, 2°, b), indien conformiteitswerken vereist zijn, een kopie van het conformiteitscertificaat dat hetzij door de erkende instelling, hetzij door de erkende aannemer met CERGA-label wordt afgeleverd nadat de conformiteitswerken werden uitgevoerd.

De ondernemer die over de gasvergunning (label CERGA) beschikt, valideert het in conformiteit brengen van de gasinstallatie alleen maar als hij de werkzaamheden zelf heeft uitgevoerd voor de aanpassing van het geheel van de installatie.”.

Art. 33. In artikel 38 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt : “In afwijking van paragraaf 1 treden de artikelen 7/1, § 2, 1°, 7/2, § 2, 1°, 7/3, § 2, 1°, 18, § 2, 1°, en 30, § 2, derde lid, c), 7°/1, a), en 10°, a), in werking op 1 januari 2026.”;

2° tussen lid 2 en lid 3 wordt volgend lid ingevoegd : “De ministers kunnen de in lid 2 genoemde datum van inwerkingtreding wijzigen.”.

Art. 34. In de bijlage nr.1 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 1° worden de woorden “in contact met de buitenomgeving, een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst of een vloer” toegevoegd;

2° de woorden “of woningen” worden toegevoegd aan punt 3°;

3° de woorden “van de woning of woningen, met uitzondering van de opslagvoorzieningen” worden toegevoegd aan punt 4°.

4° in punt 5° worden de woorden “in contact met de buitenomgeving, een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst of een vloer” toegevoegd;

5° punt 6° wordt vervangen als volgt: “de isolatie van verwarmingsbuizen en toebehoren in een onverwarmde ruimte die tegen vorst is beschermd of een onverwarmde ruimte die niet tegen vorst is beschermd”;

6° punt 14° wordt vervangen als volgt: “de isolatie van de leidingen van een circulatieleiding voor warm water voor huishoudelijk gebruik en de bijbehorende accessoires”;

7° punt 21° wordt vervangen door wat volgt : “21° de droging van de muren met het oog op het oplossen van de infiltratie” (buitenmuur);

8° punt 22° wordt vervangen door wat volgt: “22° de droging van de muren met het oog op het oplossen van opstijgend vocht” (voet van de muur);

9° in 37° worden de woorden “of het in overeenstemming brengen” ingevoegd tussen de woorden “de installatie” en “van een tappunt”;

10° in 38° worden de woorden “of het in overeenstemming brengen” ingevoegd tussen de woorden “de installatie” en “van een eerste doucheruimte”;

11° de bijlage nr. 1 wordt aangevuld met het punt 39°, luidend als volgt :

“39° de installatie van één van de volgende verwarmings- of sanitair warmwatersystemen:

a) warmtepomp voor verwarming of gecombineerde warmtepomp;

b) biomassaketel;

d) zonneboiler;

d) een lokale biomassakachel.”.

Art. 35. In hetzelfde besluit wordt een bijlage nr. 2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Bijlage nr. 2. Criteria waaraan een warmtepomp moet voldoen om in aanmerking te komen voor de premie

1° Dekking van thermische vereisten

De warmtepomp heeft een dimensionering die alle thermische vereisten dekt voor de verwarming van het gebouw of de productie van sanitair warm water voor een buitenluchttemperatuur groter dan of gelijk aan een waarde die bekend staat als de bivalente temperatuur, die maximaal 2°C bedraagt.

2° Minimale energieprestatie

a) Ruimteverwarming en gecombineerde warmtepompen

De prestatievereisten worden anders uitgedrukt naargelang de warmtepomp al dan niet onder Verordening 813 valt en of de energiedrager elektriciteit of gas is.

Het systeem voorkomt het risico voor salmonella en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep.

(1). Elektrische warmtepompen onderworpen aan Verordening 813 voor ruimteverwarming

Het gaat alleen om warmtepompen met de volgende combinaties van warmtebron en energieafgifte:

I) Buitenlucht/Water ;

II) Bodem via pekel/water ;

III) Directe verdamping bodem/Water ;

IV) Grond- of oppervlaktewater/Water.

Warmtepompen die worden gebruikt om woningen te verwarmen, moeten voldoen aan een minimale prestatiecoëfficiënt in actieve modus (SCOP ON), die is vastgesteld volgens de methode die is uiteengezet in Verordening 813, zoals aangevuld door Mededeling 2014/C 207/02.

Dit varieert afhankelijk van de gebruikte technologie en het temperatuurregime dat door de fabrikant op het EcoDesign-gegevensblad is vermeld:

i) als er staat “Lage temperatuur : ‘Ja”, gebaseerd op de gegevens en het criterium van vijfendertig graden Celsius;

ii) als er staat “Lage temperatuur : ‘Nee”, gebaseerd op de gegevens en het criterium van vijfenvijftig graden Celsius.

De prestatiecoëfficiënten die moeten worden bereikt in de actieve SCOP ON-modus zijn :

Winningsbron	Energieozing	SCOPON35 °C	SCOPON 55 °C
Buitenlucht	Water	3,2	2,825
Water	Water	3,325	2,95
Bodem	Water	3,325	2,95

(2). Elektrische warmtepompen die niet zijn onderworpen aan Verordening 813 voor ruimteverwarming

Het gaat alleen om warmtepompen met de volgende combinatie van warmtebron en energieafgifte: grond (directe verdamping)/directe condensatie (via de gebouwstructuur).

Elektrische warmtepompen die worden gebruikt om huizen te verwarmen, moeten voldoen aan een minimale COP-prestatiecoëfficiënt die op een van de volgende manieren wordt bepaald:

a) ofwel in overeenstemming met de norm NBN EN 15879-1, rekening houdend met de volgende eisen :

Winningsbron	Energieozing	Temperatuur van bad in contact met verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Bodem (directe verdamping)	Directe condensatie (via de structuur van het gebouw)	1,5 °C	35 °C	4,1

b) of volgens de methodologie van de norm NBN EN 14511, rekening houdend met de volgende eisen:

Winningsbron	Energieozing	Temperatuur van bad in contact met verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Bodem (directe verdamping)	Directe condensatie (via de structuur van het gebouw)	- 5 °C	35 °C	4

(3). Gasgestookte sorptiewarmtepompen onderworpen aan Verordening 813 voor ruimteverwarming

Het gaat alleen om warmtepompen met de volgende combinaties van warmtebron en energieafgifte:

- i) Buitenlucht/Water ;
- ii) Bodem via pekel/water ;
- iii) Directe verdamping bodem/Water ;
- iv) Grond- of oppervlaktewater/Water.

De warmtepomp die gebruikt wordt om een woning te verwarmen, moet voldoen aan een minimale seizoensgebonden gas-efficiëntiefactor in verwarmingsmodus SGUEh, vastgesteld in overeenstemming met de methodologie van Verordening 813, zoals aangevuld door Mededeling 2014/C 207/02.

Dit varieert afhankelijk van de gebruikte technologie en het temperatuurregime dat door de fabrikant op het EcoDesign-gegevensblad is vermeld:

- i) als "Lage temperatuur: 'Ja'" wordt vermeld, moeten de gegevens en het criterium bij 35 °C worden gebruikt;
- ii) als "Lage temperatuur: 'Nee'" is aangegeven, moeten de gegevens en het 55°C-criterium als basis worden gebruikt.

De SGUEh seizoensgebonden gasefficiëntiecoëfficiënten die moeten worden bereikt in de verwarmingsmodus zijn :

Winningsbron	Energieozing	SGUEh 35 °C	SGUEh 55 °C
Buitenlucht	Water	1,28	1,13
Water	Water	1,33	1,18
Bodem	Water	1,33	1,18

b) Warmtepompen voor de exclusieve productie van warm water voor huishoudelijk gebruik PAC ECS die zijn onderworpen aan Verordening 814

Het systeem voorkomt het risico voor salmonella en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep.

Warmtepompen voor de productie van warm water voor huishoudelijk gebruik hebben een minimale energie-efficiëntie voor waterverwarming, η_{wh} , die is vastgesteld volgens de methodologie van Verordening 814, aangevuld door Mededeling 2014/C 207/03, die varieert volgens het trekprofiel van het apparaat.

De te behalen energie-efficiënties voor waterverwarming zijn :

Het trekprofiel van de warmtepomp	De warmtebron : "Buitenlucht"	De warmtebron : "Water" of "Bodem"
M.	$\eta_{wh} \geq 65$ procent	$\eta_{wh} \geq 100$ procent
L	$\eta_{wh} \geq 75$ procent	$\eta_{wh} \geq 115$ procent
XL	$\eta_{wh} \geq 80$ procent cent	$\eta_{wh} \geq 123$ procent
XXL, 3XL EN 4XL	$\eta_{wh} \geq 85$ procent	$\eta_{wh} \geq 131$ procent

Deze informatie is te vinden op de technische fiche EcoDesign van het apparaat.

3° Speciale criteria voor warmtepompen die buitenlucht als warmtebron gebruiken

a) De verdamper bevindt zich buiten het gebouw.

In het geval van dynamische opvang van buitenlucht kan de verdamper binnen het gebouw worden geïnstalleerd als deze is voorzien van hermetisch afgesloten en geïsoleerde kanalen voor de aanzuiging van buitenlucht en de afvoer van de aangezogen lucht naar de buitenkant van het gebouw.

b) In het geval van statische opvang van de buitenlucht is de warmtepomp niet uitgerust met een ontdooi-inrichting, maar is de buitenwisselaar van oost naar west georiënteerd, via het zuiden, zonder het zonlicht of de natuurlijke luchtcirculatie te belemmeren.”.

Art. 36. Dit besluit is van toepassing op premieaanvragen waarvoor de eindfactuur voor de investering, wanneer het werk wordt uitgevoerd door een aannemer, en de eindfactuur voor de aankoop van materialen, wanneer het werk wordt uitgevoerd door de aanvrager, wordt opgesteld op of na 1 november 2022.

In afwijking van lid 1 is dit besluit van toepassing op de premieaanvraag met betrekking tot het werk, bedoeld in artikel 11, waarvoor de eindafrekening wordt opgemaakt vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 37. § 1. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2023.

§ 2. Artikel 11 is niet langer van toepassing op aanvragen waarvoor na 31 december 2025 facturen worden uitgereikt.

§ 3. De artikelen 5, 3°, 10, 2° tot 4°, 13, 14, 15, 16, 2°, 17, 3°, 18, 2° en 3°, 19, 20, 21, 22, 23, 2°, 24, 2° en 4°, 25, 2°, 26, 2°, 27, 2° en 4°, 28, 3°, 29, 2°, 30, 2° en 31 houden op van kracht te zijn op 1 juli 2026.

Art. 38. De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 juni 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/44968]

16 AOUT 2023. — Arrêté ministériel déterminant le programme minimum d'entretien des systèmes de chauffage de type 2, de climatisation et de ventilation

Le Ministre en charge de l'énergie,

Vu l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code Bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Energie, l'article 2.2.17

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 21 juin 2018 relatif au contrôle et à l'entretien des systèmes de chauffage et de climatisation et à l'agrément des personnes qui réalisent ces actes, les articles 2.4.1 et 3.2.1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 mars 2014 déterminant les prescriptions relatives à l'entretien minimal des systèmes de climatisation dans le cadre de la réglementation relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments ;

Vu l'avis A-2023-017 du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 11 mai 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 30 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des autres réglementations applicables et des éventuelles conditions particulières d'exploitation prescrites dans le permis d'environnement, les systèmes de chauffage de type 2, les systèmes de climatisation et les systèmes de ventilation sont entretenus conformément aux prescriptions reprises en annexe du présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 21 mars 2014 déterminant les prescriptions relatives à l'entretien minimal des systèmes de climatisation dans le cadre de la réglementation relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments est abrogé.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/44968]

16 AUGUSTUS 2023. — Ministerieel besluit tot bepaling van het minimale onderhoudsprogramma van de verwarmingssystemen van type 2, klimaatregelings- en ventilatiesystemen

De Minister belast met energiebeleid,

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, artikel 2.2.17;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 juni 2018 betreffende de controle en het onderhoud van de verwarmings- en klimaatregelingsystemen en de erkenning van de personen die deze handelingen uitvoeren, artikels 2.4.1 en 3.2.1;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 maart 2014 tot vastlegging van de voorschriften met betrekking tot het minimale onderhoud van de klimaatregelingsystemen in het kader van de reglementering betreffende de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen;

Gelet op het advies A-2023-017 van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 11 mei 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 30 juni 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de andere toepasselijke reglementeringen en de eventuele bijzondere exploitatievoorwaarden opgelegd door de milieuvergunning worden de verwarmingssystemen van type 2, de klimaatregelings- en ventilatiesystemen onderhouden overeenkomstig de voorschriften die zijn opgenomen in de bijlage van dit besluit.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 21 maart 2014 tot vastlegging van de voorschriften met betrekking tot het minimale onderhoud van de klimaatregelingsystemen in het kader van de reglementering betreffende de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen wordt opgeheven.